

COMPTES RENDUS

Lia van der HEIJDEN et Jan SANDERS (éds.), **De Levensloop van Adriaan van der Willigen (1766-1841). Een autobiografie uit een tijdperk van overgang**, Hilversum, Verloren, 2010, 732 p., ISBN 978-9-0870-4179-3

Cet ouvrage fait partie d'une série d'Ego-documents publiés par Rudolf Dekker, Arianne Baggerman, G. J. Johannes et Pieter Stokvis. Entreprise dans les années 1990, cette série publie des journaux intimes, des mémoires, des lettres ou des récits de voyages rédigés entre le XVI^e siècle et 1814. Une seconde série se concentre sur 1814-1914. La plus ancienne est particulièrement intéressante pour les historiens modernistes, et notamment pour l'histoire des révolutions du XVIII^e. Récemment, Arianne Baggerman constatait toutefois que ces récits avaient souvent subi des corrections et des altérations, comme si leurs auteurs avaient voulu modifier leurs convictions, leurs perceptions et leurs engagements du passé. Parfois, il est possible de lire au travers des ratures et de reconstituer ce qui était écrit à l'origine. Souvent, ce ne l'est pas. Cela vaut évidemment plus encore pour la période révolutionnaire, où les acteurs vieillissants ne tenaient pas à ce que la postérité apprenne ce qu'ils avaient pensé, désiré, accompli et vécu durant leur jeunesse. Certains, trop compromis, ont même brûlé leurs papiers. L'ouvrage recensé ici n'a pas subi ce sort. Il ressort quasiment indemne du grenier où il avait été déposé. L'auteur, Adriaan van der Willigen, est désormais connu comme l'auteur incontournable d'une *Histoire de la peinture néerlandaise depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle*, dont le premier tome parut en 1816. Cela ferait presque oublier ses frasques de jeunesse.

Adriaan van der Willigen en effet n'a pas toujours été l'historien d'art respectable, décrit par les dictionnaires biographiques du XIX^e siècle. Dans sa jeunesse, il refuse tout d'abord l'emploi d'agent de commerce auquel le destine son père. Il hésite entre plusieurs métiers avant de s'engager dans l'armée où il peut du moins voyager et faire son apprentissage du monde. Plus attiré par les idées nouvelles des patriotes que par le conservatisme du corps où il se trouve, il devient franc-maçon et démissionne afin de se consacrer à ce qu'il affectionne vraiment : la littérature, les sciences et les arts. Né protestant à Rotterdam, il choisit pourtant de résider dans le très catholique Brabant, où il fréquente notamment Pieter Vreede – qui deviendra le chef des radicaux hollandais et un des directeurs influents de la République batave. En 1792, il voyage en Belgique dans l'espoir d'en savoir plus long sur la Révolution française. À Bruxelles, il danse autour de l'arbre de la liberté et rencontre le général Dumouriez. Une jeune Belge le séduit. Elle est francophile et l'entraîne au club des jacobins de la ville. Sa ferveur est si contagieuse que le jeune Hollandais se prend à rêver de principes vraiment républicains. Il lui faudra attendre trois années encore avant de les voir se réaliser en Hollande et avant que sa ville de Tilbourg ait son propre club jacobin. Bientôt il est lui-même élu bailli et traverse sans encombre la révolution batave, à laquelle il participe donc au second plan, mais non sans enthousiasme. Durant le Consulat, il se rend à Paris et constate avec regret les changements opérés dans les beaux principes de 1789. Il n'en demeure pas moins curieux de voir ce qui s'y passe. Il décrit ainsi un Paris réconcilié et paisible, tout à la fois luxueux et misérable selon les quartiers. Il est sensible en effet non seulement aux chefs-d'œuvre exposés au Louvre ou



aux curiosités du Jardin des Plantes et du Musée d'histoire naturelle, mais encore aux conditions de vie des Parisiens. Il n'oublie pas par ailleurs de croquer les sorties et cortèges où se produit Bonaparte, dont il aime décrire le physique et l'entourage. Notamment les mamelucks qui décidément l'impressionnent. De là l'importance de ce récit qui touche à l'histoire tant politique, culturelle, scientifique, artistique, que sociale. Le voyage de Paris de 1802-1805 donnera du reste matière à une publication en trois volumes sous le titre de *Paris au début du dix-neuvième siècle (Parijs in den aanvang van de negentiende eeuw, Haarlem, 1806-1807)*. Un ouvrage qui sert encore de référence aux historiens qui souhaitent en savoir plus long sur la capitale du Premier Empire.

Ces mémoires, tout comme ceux de Donker Curtius édités par Maarten van Boven sous le titre *Afscheid van de Wereld. De autobiografie van Boudewijn Donker Curtius (1746-1832)* (Hilversum, Verloren, 2010) illustrent à merveille ce que fut la vie des hommes durant ces temps mouvementés. Pour les Hollandais, ils recouvrent plus d'années encore, puisqu'ils s'amorcent vers 1780 et ne s'achèvent qu'avec Waterloo. Entre-temps, ils auront vécu les milices et les cérémonies patriotiques, les pillages prussiens, une restauration orangiste vengeresse, l'invasion des troupes françaises, la révolution batave, sans oublier la création d'une monarchie bonapartiste, avant d'assister à l'annexion à la France qui allait de pair avec la banqueroute des deux tiers, la conscription, la censure et la police. Donker Curtius faillit même devenir une des victimes du préfet Stassart quand il s'avéra refuser d'envoyer son fils à Paris pour jouer le garde d'honneur. Tous ces hommes n'étaient évidemment pas patriotes. Van der Willigen partageait les idéaux de la Révolution française, mais Donker Curtius, bien que patriote modéré, exérait la souveraineté populaire et se méfiait de la démocratie représentative. Il préférait discuter avec Louis, roi de Hollande, dont il devint un familier après 1806.

Pour en savoir plus long sur cette série et sur les mémoires retrouvés et recensés par Arianne Baggerman, Rudolf Dekker et leur équipe, voir le site accessible aussi en anglais : www.egodocument.net/repertorium.html

Annie JOURDAN

Emmanuel TRONCO, **Les Carlistes espagnols dans l'Ouest de la France, 1833-1883**, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 346 p., ISBN 978-2-7535-1119-4, 20 €.

Les guerres conduites en Espagne par les partisans carlistes pendant tout le XIX^e siècle ont eu pour conséquence l'exil de milliers de vaincus dans les pays européens et notamment en France au moment où les légitimistes nationaux étaient eux-mêmes en butte à l'hostilité des gouvernements successifs. L'épisode est cependant l'occasion d'échanges continuels entre populations politiquement engagées dans un contexte de guerre civile et de mobilisation européenne. Il demeure mal connu en France, malgré quelques travaux anciens, ce qui donne un intérêt à ce livre, au-delà des imperfections qui l'entachent. L'auteur mène en définitive deux enquêtes qui demeurent mal articulées entre elles : d'une part, le récit des rapports entre les gouvernements français et les carlistes en guerre, d'autre part, l'étude du refuge carliste dans l'Ouest, terre sensible dans laquelle les réfugiés sont interdits et pourtant présents. Le livre se clôt sur un portrait global d'une société des réfugiés.

Cette imbrication d'approches peut se justifier, mais outre le fait que seule la deuxième partie du livre correspond au titre, elle mêle les sources et les points de vue,

introduit des rappels historiographiques sur la Contre-Révolution, la chouannerie ou la Vendée, entre des analyses fondées sur des sources diplomatiques et sur des coupures de presse et des recueils de faits glanés dans les fonds d'archives départementaux. Entre ces niveaux disparates, l'auteur n'adopte pas une méthode claire. S'il donne, dans la première partie, un résumé documenté des rapports entre les gouvernements français successifs et les nébuleuses carlistes, il le fait via des extraits de presse dont on peut douter de l'intérêt et de la validité (quelle est la place du journal *Le Charentais* en France ?). La complexité de la situation est ainsi renforcée par une indécision venue des sources, traduite dans le livre par l'insistance sur les « bruits ». Le décalage entre le niveau d'explication, celui des gouvernements, et celui des sources utilisées, crée un malaise, renforcé par la rapidité des discussions historiographiques, souvent incomplètes et aux conclusions péremptoires et peu claires (par exemple, p. 150-151). On trouvera pourtant dans ce travail beaucoup d'éléments intéressants, de renseignements sur les effectifs, sur les attitudes des populations et des administrations, qui obligent à voir qu'au-delà des positions tranchées, les transactions ont été la règle et que les enquêtes précises et érudites gardent toute leur pertinence.

Jean-Clément MARTIN

Stéfanie PREZIOSO et David CHEVROLET (dir.), **L'Heure des brasiers. Violence et Révolution au XX^e siècle**, Lausanne, Éditions d'En Bas, 2011, 326 p., ISBN 978-2-8290-0383-7, 22 €.

Ce recueil de dix-neuf articles précédés d'une introduction qui les présente et les résume est pour partie, comme une note le signale, tiré d'un colloque sur le thème cité par le sous-titre. L'initiative est tout à fait bienvenue. Comme l'écrivent les maîtres d'œuvre, le besoin est réel de faire face aux « hémorragies sémantiques » qui affectent les mots « révolution » et « violence ». Comment voir « en oblique » « le lien tragique » entre politique révolutionnaire et violence pourrait être le fil rouge de ce livre qui remet en cause les habitudes de pensée. Il est nécessaire, en effet, de ne pas être instrumentalisé par des approches privilégiant systématiquement le point de vue des victimes, comme c'est souvent le cas actuellement lorsque le décompte des morts tend à être la pierre de touche des jugements, et de ne pas perdre de vue la nécessité de donner du sens au processus révolutionnaire lui-même. Les « horizons de légitimité » sont donc ainsi en cause et l'objet des communications qui suivent.

Celles-ci sont très disparates, allant de la période révolutionnaire du XVIII^e siècle aux manuels scolaires actuels en Suisse, en passant par une réflexion sur Hannah Arendt, sur Frantz Fanon et Amílcar Cabral, ou l'historien Franco Venturi, les violences de l'extrême gauche des années 1970, les expériences coloniales et cubaines, la théologie de la libération, la guerre civile espagnole de 1936 et les expériences des résistants allemands anti-nazis... Entre étude de cas et analyse méthodologique, l'écart est considérable, minimisé dans l'introduction qui, en annonçant notamment les articles consacrés à l'Espagne, commet pratiquement un contre-sens sur les conclusions nuancées de ces textes. L'indécision n'est évidemment pas levée au sortir du livre, mais ce n'était pas un objectif raisonnable tant la question est complexe. Des indications subtiles et fécondes sont proposées cependant par plusieurs auteurs insistant sur la complexité des « révolutionnaires » comme les partisans de la théologie de la libération ou Frantz Fanon intégrant la violence dans un processus plus large qui veut rompre tout enchaînement inéluctable ; comme par les lectures de la



guerre civile espagnole ou des années de plomb italiennes montrant les mécanismes de radicalisation à l'œuvre. Le souci de la contextualisation donne à ces articles, comme à l'approche de la violence à Cuba, un intérêt que ne possèdent pas, disons le, les articles qui ouvrent le recueil sur la Révolution française. En réifiant la violence et en ne retenant que des principes, Philippe Braud met en scène une mécanique ami/ennemi qui ne correspond pas à la politique utilisant les revendications de violence et les limitant pour tomber dans un schéma réducteur où la Terreur détruit logiquement des ennemis ; ce que les faits démentent. L'approche de Sophie Wahnich amalgame le massacre du 17 juillet 1791, la manifestation du 20 juin 1792 et l'insurrection du 10 août suivant pour tout ramener au besoin de vengeance inassouvi. Gommer les attentes et les calculs le 20 juin et surtout la stratégie du 10 août sans tenir compte des équilibres politiques ne permet pas de rendre compte des articulations entre des pratiques violentes, des usages politiques et des justifications théoriques. Reste l'interrogation centrale du livre, qui est essentielle et qui doit être au cœur de nos préoccupations pour envisager de rendre compte des événements de la Révolution française, sans gommer les nombreuses difficultés interprétatives qui se posent dans l'appréhension des faits, dans leur présentation, comme dans les significations ultimes que nous voulons leur donner.

Jean-Clément MARTIN

Michel BIARD, Bernard GAINOT, Paul PASTEUR et Pierre SERNA (dir.), **Extrême ? Identités partisans et stigmatisation des gauches en Europe (XVIII^e-XX^e siècle)**, Rennes, PUR, 2012, 371 p., ISBN 978-2-7535-1799-8, 18 €.

Ce volume reprend les actes d'un colloque organisé par le GRHIS de l'Université de Rouen et l'IHRF-Paris I qui s'est tenu à Mont-Saint-Aignan et Rouen en mai 2010. Sur les vingt-cinq contributions, douze concernent la période révolutionnaire ou son historiographie.

La première partie — « Mots et Concepts » — regroupe les contributions de Philippe Georges sur l'idée « d'extrême inégalité » chez Rousseau, celle de Deborah Cohen (« Des excès du peuple aux excès des partis du peuple : continuité et transferts des représentations ») qui montrent ensuite que l'association entre la gauche et « l'extrême » chez ses adversaires résulte d'un transfert des manières antérieures de parler du peuple comme d'un « groupe social lié à excès », celle d'Alan Forrest (« Extrémisme et modération : réactions anglaises à la France révolutionnaire ») qui s'intéresse surtout au mythe de la « modération » anglaise plus qu'à « l'extrémisme » supposé des Français, enfin, la contribution de Jean-Numa Ducange qui analyse la manière dont les sociaux-démocrates allemands, et Kautsky en particulier, stigmatisent les bolcheviks par le détour à la référence à la violence révolutionnaire en France.

Dans la deuxième partie intitulée « Groupes et mouvance », Serge Aberdam pose la question de la critique de la Constitution de 1793 par les « enragés » et celle de la stigmatisation de leur discours comme « extrémiste » par les jacobins, mais aussi celle des interprétations historiographiques postérieures. Serge Aberdam conclut en expliquant que la pétition de Jacques Roux « semble constituer un point de division originelle des identités partisans de gauche », surtout par l'ampleur des interprétations historiographiques divergentes au sein du mouvement socialiste au XX^e siècle. Françoise Brunel et Jacques Guilhaumou s'intéressent ensuite à la manière dont Marx caractérise le côté gauche de

la Convention. « L'extrême » s'identifie ici « au pouvoir législatif défini et revendiqué en termes de "centralité" ».

Dans la troisième partie — « Pratiques » — Haim Burstin s'intéresse au moment 1789 par le biais de l'expérience de la radicalité qui débouche sur l'entrée en « extrémisme ». « Comment se radicalise-t-on ? Quel est le ressort qui déclenche ce mécanisme ? ». Burstin étudie le processus par lequel un certain nombre d'acteurs font l'expérience de la radicalité dès les premiers jours de la Révolution qui est elle-même un événement « extrême » (et en particulier lors des journées d'octobre), tout en insistant sur la relativité du concept d'extrémisme et sur ses évolutions liées au contexte révolutionnaire. Enfin Lluís Roura pose la question du rapport entre « radicalisme » et « extrémisme » dans le premier libéralisme espagnol. À l'image de Pierre Serna, Lluís Roura assimile l'apologie de la « modération extrême » dans ce libéralisme comme une forme de « radicalité du centre », servant de stratégie politique contre les supposés « extrêmes » de gauche et de droite.

Enfin dans la troisième partie — « Représentations et discours de rejet » — quatre contributions s'intéressent surtout à la stigmatisation de la gauche comme « extrême » pendant la Révolution française. Pascal Dupuy et Rolf Reichardt tentent de faire une histoire iconographique des types politiques extrêmes jusqu'à la Commune de Paris, et en particulier de celui du sans-culotte « buveur de sang » dans la caricature et la gravure française et anglaise. Yannick Bosc pose la question de la place de Thomas Paine dans un certain nombre de récits historiographiques qui le situent comme emblématique d'un « radicalisme girondin ». Yannick Bosc montre que pendant la Révolution, Thomas Paine apparaît plutôt comme un représentant de la radicalité du droit à l'existence. En l'an III, il est accusé de défendre les positions « terroristes » et non celles des restes de la Gironde. Yannick Bosc montre que la radicalité de Thomas Paine — si cette notion historiographique est pertinente en l'espèce — réside donc « comme celle de Robespierre, dans la radicalité du droit naturel considéré comme norme sociale ». La contribution de Philippe Bourdin est consacrée à la dénonciation des extrêmes en l'an III dans le journal *Le décadaire du Cantal*. Cette dénonciation est liée à la chasse aux jacobins et à l'épuration des autorités de leurs « terroristes ». Elle justifie l'assassinat des militants et l'appel à la vengeance des girondins rentrés dans la Convention. L'appel à la lutte contre les « extrêmes » n'est pas une apologie de la « modération » dans la conduite de l'épuration, mais au contraire un appel à liquider physiquement ceux qui sont stigmatisés comme « extrémistes ». Marc Deleplace s'intéresse à un épisode méconnu de l'histoire du Directoire : le serment de haine à la royauté et à l'anarchie exigé des fonctionnaires publics en l'an V. Il montre que l'apparente symétrie des haines pose problème en l'an V, alors qu'elle relève d'une configuration politique qui est celle de l'an III. Finalement, le serment adopté le 23 thermidor de l'an VII en pleine poussée néojacobine fait disparaître l'anarchie dont les néojacobins montrent que la stigmatisation vise la République et non le gouvernement révolutionnaire.

Toutes ces contributions se heurtent au même problème méthodologique, à savoir la pertinence analytique des concepts d'extrême et de radicalité. Cette difficulté n'a pas échappé aux quatre directeurs de la publication, Michel Biard, Bernard Gainot, Paul Pasteur et Pierre Serna qui, dès l'introduction, se posent la question de la difficile définition des termes « extrême » ou « extrémisme ». Les deux termes ont-ils un sens politique en dehors des contextes très précis de leur utilisation ? Avant même la Révolution, le terme « extrême » est associé selon les auteurs à trois idées : une connotation dépréciative, une référence antithétique à un « centre » ou à un « milieu », et enfin le lien avec la violence. Pourtant, comme on le sait, les termes « d'extrême-gauche » ou « d'extrême-droite » n'ont pas cours pendant la Révolution. Faut-il alors remplacer « l'extrémisme » par le « radicalisme » ?



Mais pas plus que le premier, le second terme n'est très présent dans le lexique des discours révolutionnaires (en France du moins). Les directeurs de la publication tentent néanmoins de définir le « radicalisme » comme un rapport particulier à l'histoire : « La négation de la tradition, l'abolition du délai entre la décision et le passage à l'acte, mais aussi le rejet de toute médiation, et notamment de la médiation parlementaire, ce qui fonde une tradition durable d'action "directe" qui n'est pas particulièrement reliée à un camp ou un autre ». Le radical « aurait ainsi tendance à "brûler les étapes" et le trait dominant de son comportement, qui le fait basculer dans l'extrémisme, serait alors son "impatience", la violence n'étant qu'une sorte de dommage collatéral du changement de régime dans l'action » (p. 10).

Cet essai de définition pose sans doute plus de questions qu'il n'en résout. À qui peut-elle s'appliquer dans la Révolution ? Le rejet de la « tradition » (mais laquelle ?) n'est pas forcément un trait « d'extrémisme ». Il est même, selon les contre-révolutionnaires comme Burke, partagé par tous les révolutionnaires. « L'abolition du délai entre la décision et le passage à l'acte » renverrait-elle à la catégorie de « l'enthousiasme », utilisée notamment en l'an III pour dénigrer l'action politique du peuple en l'an II ? Le « radicalisme » serait-il alors seulement tout ce à quoi s'opposent les fondateurs du « règne des propriétaires » de Boissy d'Anglas ? Quant au « refus de la médiation, et notamment de la médiation parlementaire », il est aussi problématique. Quelles sont les forces politiques qui, dans la Révolution, refusent l'idée de médiation par le gouvernement représentatif ou celle du pouvoir législatif comme représentation de la souveraineté ? Pas ceux que l'on a coutume de désigner comme des « radicaux » ou des « extrémistes » (selon les moments : les « patriotes avancés », le « mouvement populaire », les « enrégés », etc.) qui veulent au contraire une véritable médiation législative quand ils exigent que les assemblées élues fassent entrer dans la loi leurs revendications « légitimes ». L'expression « action directe » fait-elle référence au concept de « démocratie directe » dont on sait qu'il n'est guère pertinent, du moins en référence au mouvement populaire sous la Révolution ou renvoie-t-il à l'idée que l'exercice de la souveraineté ne se limite pas à l'élection des représentants ? Si c'est le cas, le « radicalisme » renvoie alors à la quasi-totalité des révolutionnaires du côté gauche et par la suite à tous ceux qui estiment légitime l'exercice de la souveraineté populaire par le peuple...

Ces difficultés de définition se retrouvent, on l'a vu, dans la plupart des communications qui hésitent parfois à utiliser les termes « d'extrême » ou « d'extrémisme » comme catégorie analytique ou qui passent parfois de la catégorie de « l'extrémisme » à celle de « radicalisme » sans transition. Et si finalement la stigmatisation de la radicalité ou de l'extrémisme de gauche n'était qu'une stratégie discursive de ceux qui se revendiquent comme les tenants d'une modération ou d'un « centre » ? En effet, le seul point commun à toutes les caractérisations d'extrémisme semble être celui du stigmate et du rejet mis en avant par une grande partie des contributions présentées dans ce volume dont les choix posent nombre de questions historiques et méthodologiques.

Marc BELISSA

Carolina ARMENTEROS, **The French Idea of History. Joseph de Maistre and his Heirs, 1794-1854**, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2011, 362 p., ISBN 978-0801449437, 47,13 €.

Carolina ARMENTEROS et Richard LEBRUN (dir.), **Joseph de Maistre and the Legacy of Enlightenment**, Oxford, Université d'Oxford, Voltaire Foundation, 2011, 254 p., ISBN 978-0-7294-1008-3, 80,08 €.

Carolina ARMENTEROS et Richard LEBRUN (dir.), **Joseph de Maistre and his European Readers from Friedrich von Gentz to Isaiah Berlin**, Leyde et Boston, Brill, 2011, 303 p., ISBN 978-90-04-19394-9, 94,05 €.

Jeune historienne des idées se partageant entre les universités de Groningue et de Cambridge, liée à Richard Lebrun, Professeur émérite de l'Université du Manitoba, Carolina Armenteros est à la tête d'une récente production intellectuelle qui participe du renouvellement des approches de l'œuvre et de la vie de Joseph de Maistre, effectué en France notamment par Pierre Glaudes, mais dans une autre perspective. Carolina Armenteros, seule ou avec Richard Lebrun, se garde bien de présenter Maistre comme le contre-révolutionnaire radical ou comme le précurseur du fascisme que l'historiographie retient le plus souvent. Au contraire, cet ensemble de livres cohérent dans la problématique et la démarche permet de penser l'originalité de Maistre hors des jugements polémiques, de comprendre comment celui-ci s'est situé vis-à-vis des Lumières et de la Révolution en s'appuyant sur de longues traditions intellectuelles et théologiques et enfin, et surtout, comment il se range parmi les fondateurs de la pensée politique et historique du XIX^e siècle européen.

Dans son travail personnel Carolina Armenteros démontre comment, paradoxalement, Maistre est un élément majeur de la création de l'historiographie française du XIX^e siècle, répondant par sa démarche empreinte d'un rationalisme, d'un empirisme et d'un attachement à la liberté humaine à l'aporie provoquée par le hiatus entre Lumière et Révolution. En étudiant finement les textes de Maistre, Carolina Armenteros, ainsi que les autres contributeurs, décalent l'appréhension générale de la réflexion maistrienne régulièrement arrêtée par la fascination devant le mysticisme revendiqué. Car, pour Maistre, face à la volonté divine, inconnaissable, les activités humaines doivent être comprises pour ce qu'elles se donnent. Renversant les perspectives de Rousseau instituant une métaphysique de la Nature et cherchant à moraliser la politique, Maistre jette ainsi les bases d'une compréhension anthropologique de l'humanité, qui fait de l'irrationalité – et donc de la statistique, approche rationnelle – un élément essentiel de l'activité humaine. En comprenant pourquoi les actes humains relèvent du symbolisme jusqu'au sacrifice, Maistre peut expliquer l'apparition des hommes de « génie » et de « pouvoir », sans les récuser au nom d'une égalité postulée mais sans leur accorder d'autres révérences, puisque les dignités sont par nature fragiles et incertaines.

En mettant en évidence les faits sociaux apparaissant malgré la subjectivité des individus, Maistre préfigure Durkheim et Mauss ; en cherchant à comprendre la configuration d'« époques », dont la Révolution française est l'une des principales, il déchiffre le sens de l'Histoire, hors de Hegel, mais comme Comte et les fondateurs de la III^e République le feront ; en refusant de se contenter de la compréhension matérialiste du monde, il illustre le courant européen du début du XIX^e siècle attendant du pape l'instauration d'un autre ordre que celui des souverains et il éclaire les positions utopistes d'un Lamennais.

Plutôt que de figer les camps Révolution/Contre-Révolution dans des oppositions simplistes inefficaces, les ouvrages de Carolina Armenteros, dégagés de tout prosélytisme partisan, exposent la complexité des courants intellectuels nés en réaction à la Révolution française et facilitent la compréhension des échanges, parfois inattendus, qu'il y eut entre des courants opposés.

Jean-Clément MARTIN



Jean-Clément MARTIN (dir.), **Dictionnaire de la Contre-Révolution**, Paris, Perrin, 2011, 552 p., ISBN 978-2-262-03370-5, 27 €.

Les principaux dictionnaires de la Révolution française publiés au moment du Bicentenaire n'avaient pas fait l'impasse sur la Contre-Révolution, et nombre de leurs entrées sont toujours très utiles aux chercheurs. Pour autant, la Contre-Révolution n'avait pas encore « eu droit » à son dictionnaire, l'oubli est désormais réparé, grâce à Jean-Clément Martin, spécialiste de la question, et à l'équipe rassemblée autour de lui (au total quarante-sept auteurs, dont un grand nombre de chercheurs étrangers).

L'ouvrage se divise en quelque deux cent quatre-vingt entrées et comprend naturellement un index des noms de personnes. La moitié de ces entrées est consacrée à des notices biographiques. On y retrouvera aussi bien des hommes de plume royalistes (Royou, du Rozoy, Peltier, Rivarol, etc.), des « théoriciens » de la Contre-Révolution (Burke, Barruel, de Maistre, Montlosier, etc.), des acteurs du « camp » contre-révolutionnaire (Condé, Maury, Antraigues, etc.), des protagonistes majeurs de la période (à commencer par Louis XVI, Marie-Antoinette, Louis XVIII, ou encore le pape), des hommes de lettres (Baudelaire, Chateaubriand, Dickens, etc.), enfin des historiens qui ont marqué l'historiographie la plus hostile à la Révolution française (Gaxotte, Lenôtre, Madelin, etc.). Les notices oscillent entre une demi-page et un peu plus de deux pages, aussi nombre d'entre elles sont malheureusement un peu frustrantes par leur brièveté, mais il semble aller de soi que la règle du jeu était imposée par l'éditeur soucieux des contraintes liées à un ouvrage d'environ 550 pages. N'en reste pas moins que, par exemple, moins de vingt lignes sur Lenôtre ne permettent guère à la notice d'être une mine d'informations, *a fortiori* de comprendre comment une maison d'édition peut depuis quelques années rééditer la série de ses *Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers*, sans se donner la peine de présenter l'auteur afin de mieux déguiser ces ouvrages sous l'aspect de « nouveautés »... qu'un lecteur non averti prendra pour un travail digne d'intérêt et pas forcément partisan. L'immense majorité des notices rendra de grands services aux chercheurs, même si quelques choix sont étonnants. Bien sûr, j'entends par avance qu'il fallait en faire, mais pourquoi l'absence de Taine qui a tout de même marqué de son empreinte l'historiographie hostile à la Révolution française ? Pourquoi, dans le cas de la rébellion lyonnaise, l'absence de Précý alors que Linsolas a droit à une notice ? Pourquoi encore une notice sur Charrette de la Contrie, là où le chef vendéen n'en a point et n'est évoqué qu'en quelques mots dans l'entrée « Généraux vendéens » ?

S'agissant des entrées thématiques, là aussi, on s'en doute, des choix ont dû être opérés. Si l'on trouve sans surprise de belles synthèses sur les « Insurrections antifrançaises en Italie », « Paysans (Guerre des) », « Quiberon (Expédition de) » et bien sûr la « Vendée (Guerre de) », quelques rares absences peuvent être notées (ainsi, la rébellion de Lyon est traitée, mais pas celle de Toulon). Enfin, le directeur de l'ouvrage a souhaité un élargissement qui puisse autoriser une réflexion bien au-delà des bornes chronologiques et géographiques habituellement retenues dans les travaux sur la Révolution française. Dès lors, il ne s'agit pas ici d'un dictionnaire de la Contre-Révolution dans l'acception en général donnée à celle-ci par les historiens de la période, mais d'un dictionnaire largement étendu vers les XIX^e et XX^e siècles. Le pari était assurément stimulant et audacieux. Est-il tenu ? La réponse se doit d'être affirmative, et il convient donc de féliciter les auteurs pour la mise en perspective sur le long terme ici des idées, là des mouvances politiques, etc. En revanche, on pourra être dubitatif sur la présence de certaines entrées : « Cimetières russes » (ceux de la répression stalinienne) ; « Communisme et contre-révolution dans l'espace soviétique » (avec la

bagatelle de six pages) ; « Corps-francs » (les *Freikorps* pendant la République de Weimar) et « Salomon (Ernst von) » (qui en fut membre) ; « Dictatures militaires sud-américaines » et « Populisme en Amérique latine » ; sans oublier « Vichy (Régime de – 1940-1944) » ou encore « Soljenitsyne, Alexandre Issaïevitch ». Jean-Clément Martin ayant lui-même à de nombreuses reprises, et encore tout récemment, dénoncé les rapprochements abusifs et simplificateurs entre des révolutions et/ou des contre-révolutions à travers les siècles, on ne mettra bien sûr pas en doute ce qui a pu l'amener à de pareils choix. Il écrit d'ailleurs, dans son introduction, que « la Contre-Révolution a été une sorte d'auberge espagnole [...] ». On veut bien le croire. De la même façon, le choix d'une couverture noire pour le présent ouvrage ne fera pas pour autant assimiler au pitoyable *Livre noir de la Révolution française* publié il y a quelques années par quelques idéologues viscéralement hostiles à toute idée de révolution et qui avaient réuni autour de leurs obsessions quelques auteurs abusés et surtout de pseudo-historiens méconnaissant les règles les plus élémentaires de la recherche historique. *Le Dictionnaire de la Contre-Révolution* est un tout autre ouvrage, de fort bon niveau scientifique, et sa couleur noire ne doit donc pas induire en erreur. On aimerait simplement qu'avec certaines de ses entrées, comme celles citées ci-dessus, il ne puisse apporter de l'eau au moulin de ceux qui s'obstinent à mêler Robespierre et Staline, Pol-Pot et Saint-Just, et autres inepties du même genre. Ce n'est en tout cas pas le but recherché ni par Jean-Clément Martin, ni par l'équipe rassemblée autour de lui pour ce beau travail qui rendra – répétons-le - bien des services aux chercheurs et dont la lecture est par conséquent ici vivement conseillée.

Michel BIARD

Antoine DE BAECQUE, **La France de la Révolution. Dictionnaire de curiosités**, Paris, Tallandier, 2011, 272 p., ISBN 978-2-84734-691-6, 17,90 €.

Le présent ouvrage s'inscrit dans une collection de « dictionnaires de curiosités » créée sous la direction de Didier Le Fur. Celui-ci avait montré l'exemple en 2011 avec des « curiosités » sélectionnées dans *La France de la Renaissance*. Le volume consacré à la Révolution française a été confié à Antoine de Baeque qui est défini en IV^e de couverture comme un « historien curieux autant que curieux historien ». Curieux ? Ou auteur aux deux visages ? Je retiendrai plutôt la seconde proposition, dès lors que ses travaux ont de longue date fait surtout alterner ici des ouvrages sur la Révolution française (à commencer par *La caricature révolutionnaire* en 1988), là des livres consacrés au septième art (biographies de Truffaut puis de Godard, écrits sur la Nouvelle vague et la cinéphilie, ou encore le passionnant *L'Histoire-caméra* de 2008).

En l'absence (plutôt désagréable) d'une table des matières qui puisse présenter l'ensemble des entrées de ce dictionnaire, le lecteur doit tout d'abord feuilleter l'ouvrage pour tenter d'avoir une vision globale du projet. Un peu moins de quatre-vingt dix entrées ont été retenues et on imagine sans peine que l'auteur s'est retrouvé face à des choix délicats au moment d'en retenir certaines et fatalement d'en écarter d'autres. Sans surprise, le dictionnaire comprend des entrées liées aux divers centres d'intérêt de son auteur, les images bien sûr (« Caricatures », « Iscariotte », « Roi cochon »), la prose pamphlétaire (« Bordel », « Queue de Robespierre »), le rire et la dérision (« Hilarité parlementaire », « Pitre de la Constituante »), etc. Naturellement, une place est réservée aux symboles (« Bonnet », « Calendrier », « Cocarde », « Tricolore »), au vocabulaire politique (« Droite-



Gauche », « Coup d'État », « Faction », « Sans-culotte »), à des événements marquants (« Bastille », « Octobre », « Noyades »). Si le Père Duchesne figure dans la sélection, tout comme le Père Gérard et le fictif Père Oquet, son vocabulaire et celui de son compère Jean Bart auraient sans doute mérité quelques entrées supplémentaires, au-delà du seul « Foutre ». Mille millions d'un tuyau de pipe, de braves bougres y auraient trouvé matière à rire à gorge déboutonnée tout en étouffant un enfant de chœur. De même, si Guillotin trouve sa place dans le dictionnaire (et il s'agit là d'une des rares notices « biographiques »), des entrées comme « Rasoir national » et « Tricoteuse » n'auraient pas nui à l'ensemble, loin s'en faut. Cela étant, il est certes très facile d'en demander toujours davantage... En revanche, on aurait aimé que diverses approximations dans la chronologie et plusieurs erreurs dans la bibliographie (les *AHRF* revue semestrielle...) ne soient pas présentes. Qu'il me soit aussi permis de m'étonner de retrouver là une énième reprise de l'anecdote du « Sauveur des Comédiens-Français », laquelle ne repose sur aucun document d'archives et fait partie de la légende noire attachée à Collot d'Herbois (qui aurait voulu, par vengeance, envoyer à la guillotine plusieurs acteurs du ci-devant Théâtre-Français, lesquels auraient été sauvés par un modeste personnage suffisamment habile pour voler leurs « dossiers » - au nez et à la barbe de membres dès lors bien stupides des Comités de salut public et de sûreté générale - et soustraire ainsi ces malheureux à la fatale liste d'attente menant tout droit au « rasoir national »).

Écrit avec humour et d'une plume alerte, ce petit dictionnaire pourra être lu d'un bout à l'autre ou consulté à doses homéopathiques. C'est selon, mais gageons que chacun(e) y trouvera son plaisir.

Michel BIARD

Éric HAZAN, **Une histoire de la Révolution française**, Éditions La Fabrique, Paris, 2012, 405 p., ISBN 978-2-35872-038-0, 22 €.

Éric Hazan propose de revisiter l'histoire de la Révolution française, en « autodidacte », sur les traces de Michelet, Jaurès, Mathiez, dans un ouvrage parfois irritant, souvent intéressant, qu'il qualifie lui-même de plus enthousiaste qu'« objectif ». Il consacre plus de 400 pages à cinq années de la Révolution française, entre la crise de l'Ancien Régime (1788) et la chute de Robespierre, le 9 Thermidor (27 juillet 1794), qui met fin à une expérience décisive, à ses yeux, dans l'histoire universelle. Il choisit le récit, quatorze chapitres chronologiques, plutôt que de donner la priorité aux controverses historiographiques, pour faire prendre conscience, citations à l'appui, de la beauté et des significations de la langue, de l'éloquence de l'époque. À ce récit, souvent classique, des journées révolutionnaires, il ajoute les interprétations d'un auteur passionné, militant de causes contemporaines. Il publie dans la maison d'édition qu'il a fondée en 1998, La Fabrique, et entend garder une totale indépendance par rapport aux grands ancêtres. Il entend se placer entre deux pôles de l'histoire révolutionnaire, celui des assemblées et celui du peuple acteur. Au terme de l'ouvrage, il est légitime de s'interroger sur les apports d'un livre ambitieux, sur ses limites et ses paradoxes.

À vrai dire, la lecture des premiers chapitres peut laisser le lecteur perplexe. Les références aux historiens de la Révolution, à de notables réserves près, semblent s'arrêter aux années 1970, celles des controverses entre Albert Soboul et François Furet, faire l'impasse sur près d'un demi-siècle de travaux novateurs, essais et colloques. Éric Hazan cite Robert

Darnton et Mornet pour les origines intellectuelles de la Révolution, Michelet et Tocqueville sur les États généraux, Arthur Young et Lefebvre pour la Grande Peur et la France de 1789, Jacques Godechot pour la presse, Kropotkine pour les jacqueries, Mathiez pour le 10 Août. Certes, il ne s'agit pas de rejeter ces analyses « classiques », parfois décisives, mais bien des compléments seraient utiles, à l'image des travaux d'Anatoli Ado sur la « révolution paysanne », pour ne citer qu'un auteur, parmi tant d'autres. Des spécialistes contemporains ont balisé des chantiers essentiels, peu présents dans l'ouvrage : élections, culture politique, théâtre, religion, sociétés populaires, presse... Sans contester l'écriture alerte et la présentation pédagogique de l'ouvrage, on pourrait attendre des compléments sur des sujets nécessaires à la compréhension de la période révolutionnaire tels que les représentants en mission, l'égalitarisme jacobin, les politiques familiales, la justice, les finances, la garde nationale, le républicanisme... Pour réactualiser l'historiographie, on pourrait conseiller *La Révolution française, une histoire toujours vivante* (Tallandier, 2009), *La Révolution au miroir des recherches actuelles* (SER, 2011) pour les chantiers nouveaux, ou l'un des nombreux manuels destinés aux concours des années 2003-2004, pour des approches européennes des révolutions. Entre un récit, qui se lit sans déplaisir, et une interprétation dont la pertinence nous échappe parfois, il est parfois difficile de trouver un équilibre. Parler d'une « armée républicaine » en avril 1792 (p. 148) relève d'un simple anachronisme. Dire des pouvoirs municipaux mis en place par la Constituante qu'ils se trouvent « concentrés entre les mains d'une minorité de possédants élus au suffrage censitaire » (p. 100) est plus problématique. On peut aussi lire dans des chapitres différents que Louis XIV aurait (déjà) pratiquement détruit la féodalité (III, p. 77), mais que le régime féodal est « bien vivant » en 1791 (VI, p. 139) et qu'il a été enfin entièrement aboli par la Convention montagnarde (X, p. 247). Ces réserves de fond ne doivent pourtant pas masquer de nombreux développements intéressants, des intuitions et des problématiques originales, qui peuvent susciter réflexions et débats.

Éric Hazan donne en priorité la parole aux acteurs majeurs de la Révolution, en multipliant les citations (exactes) figurant dans les Archives parlementaires ou dans les journaux de l'époque. Cette restitution de l'éloquence révolutionnaire se fait dans le respect de ces acteurs, de tous les acteurs, sans volonté affichée d'encenser ou de dénigrer. L'auteur possède cette qualité rare de rendre un hommage égal à des adversaires d'un moment, Robespierre et Danton, Marat et Jacques Roux, La Fayette et Hébert en se réfugiant dans un récit distancié, en limitant les jugements de valeur. Il sait, à l'évidence, dégager les péripéties et le sens des grandes journées révolutionnaires, des campagnes militaires. Il donne une place importante aux mouvements régionaux, aux nuances des engagements politiques, dans l'épisode du fédéralisme comme dans la lutte des factions. Éric Hazan ne se situe pas dans les grands courants d'interprétation de la Révolution, critiquant tour à tour les écoles « marxiste » et « libérale », conservant dans son ouvrage cette liberté de jugement qu'il revendique haut et fort. Même si l'on n'adhère pas à toutes ses analyses, on peut être sensible aux pauses (excursus) dans lesquelles il présente « librement une interprétation personnelle ». On lira ainsi avec intérêt les variations sur les politiques de Le Chapelier (pétition, grève, sociétés populaires, colonies, chapitre V) ; sur les sans-culottes, « êtres de chair et de sang » (VII) ; sur l'écho de la Révolution en Angleterre (IX) ; mais aussi sur des sujets particulièrement contestés comme les troubles du sucre et du savon de février 1793, ainsi que les éléments relatifs aux enrégés et aux Citoyennes Républicaines Révolutionnaires, à la suite des travaux de Claude Guillon et de Dominique Godineau (IX). Dans un chapitre thématique centré sur la déchristianisation et la révolution culturelle de l'an II, l'auteur pèse soigneusement les arguments des déchristianisateurs et la position de



Robespierre contre l'athéisme et pour l'Être suprême. Le chapitre XIII sur « la lutte des factions », nourri des débats de la Convention, mesuré dans ses attendus, complexe sur les décrets de ventôse, est sans doute l'un des plus aboutis. Éric Hazan conclut sur le drame de Thermidor à propos des dirigeants montagnards : « Leur échec et leur fin tragique n'eurent pas pour cause la coalition des fripons mais bien plutôt la peur sociale suscitée par leur programme, et les contradictions entre le réalisme du gouvernement révolutionnaire et les exigences du mouvement populaire. Les héritiers des thermidoriens qui nous gouvernent et nous enseignent sans discontinuer depuis s'efforcent de travestir cette histoire ». Ce livre engagé ne dispense aucunement des ouvrages « classiques » et universitaires sur la Révolution française. Mais il affirme avec force l'idée de la rupture de 1789-1794, restituant en priorité, avant l'idéologie et l'interprétation, les discours et les pratiques de ceux qui ont tenté « dans la phase incandescente de la Révolution » de « changer les relations, les répartitions et les formes de vie ». Pour avoir tenté ce pari délicat aujourd'hui, et malgré les réserves exprimées plus haut, cet ouvrage mérite attention et considération.

Serge BIANCHI

Yves PIERRONNE, **Vivre en banlieue sous la Révolution**, Aix-en-Provence, Éditions Persée, vol. 1, (1787-1791), 2011, 180 p., ISBN 978-2-35216-843-0, 15 € ; vol. 2, (1792-96), 2012, 360 p., ISBN 978-2-8231-0172-0, 22,30 €.

Le 30 frimaire an IV (11 décembre 1795), la municipalité de Montrouge remet aux autorités de tutelle ce que Yves Pierronne qualifie de « lieux de mémoire du pouvoir municipal » : un portrait de Rousseau, une pierre de la Bastille, les registres de la municipalité, de la société populaire, les papiers de la garde nationale, du comité de surveillance, les archives de la fabrique, la comptabilité de la commune... Pour l'auteur, la longue parenthèse du pouvoir local, ouverte par la réforme de Brienne de 1787 auparavant initiée par Laverdy, Turgot et Calonne, se termine lorsque les municipalités de canton du Directoire remplacent les conseils élus par les citoyens actifs de chaque commune. Pendant huit années, on a pu assister dans la banlieue parisienne à la naissance et l'affirmation d'une « appropriation citoyenne de la vie locale », au passage de la « paroisse à la commune », un moment intense dans la décennie révolutionnaire que Yves Pierronne tente de faire revivre. Il le fait au moyen de quatre-vingt deux textes commentés, extraits de dépôts d'archives municipales d'une trentaine de communes de la « petite couronne » de Paris, situés dans les départements actuels des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Enseignant-chercheur sur la période révolutionnaire depuis la fin des années 1980, l'auteur de ces deux volumes est particulièrement qualifié pour tenter ce pari ambitieux, à la suite de travaux universitaires relatifs à la commune d'Ivry-sur-Seine (maîtrise 1991), aux sociétés populaires du Val-de-Marne (DEA 1993), et de recherches originales sur les questions de la santé et de l'enseignement dans la banlieue parisienne. La fréquentation assidue des archives locales le conduit à proposer un florilège de textes de nature hétérogène en apparence, de simples faits de la vie quotidienne (un doigt coupé, un abus de boisson, deux noyades) à des « élans révolutionnaires » politiques, en passant par les problèmes des subsistances, de l'école, ou de la déchristianisation. Chaque texte, soigneusement retranscrit, daté et titré, est accompagné d'un commentaire précisant le contexte, les enjeux et (parfois) une interprétation. De Neuilly-sur-Seine à Montreuil, de Saint-Denis à Charenton, des municipalités mettent en scène leurs compétences et leurs pratiques, au fil de procès-

verbaux de délibérations rédigés par des greffiers, souvent maîtres d'école ou instituteurs. La paroisse, aux pouvoirs partagés entre le seigneur, le subdélégué, le prévôt, le curé, le syndic, la fabrique, devient progressivement la commune, où le seul conseil municipal, élu au suffrage direct par les citoyens, se charge de l'ensemble des questions administratives, fiscales, de justice et de police locales, d'armement des civils... La fréquence des séances augmente entre 1790 et l'an II, avec les attributions de la commune, dans l'épisode de décentralisation le plus poussé de l'histoire du pays, avant les années 1980. Maire illettré, femmes victimes de violences conjugales, couple d'instituteurs rémunérés et intégrés au village, conflits sur les prix et les salaires, révoltes de la faim, épurations politiques, citoyenne « maître de poste »... Les tranches de vie locale se succèdent, dans le style de l'époque, mêlant l'anecdote aux règlements de comptes politiques et sociaux.

Le lecteur peut être dérouté par la succession des quatre-vingt deux textes, classés par ordre chronologique, mais sans rapport logique apparent, faisant voyager le lecteur de Puteaux (dix textes) à Saint-Denis (huit textes), de Suresnes (cinq textes) à Vincennes (six textes). Un tel recueil de documents, aussi élaboré soit-il, appelle des compléments indispensables, dont la lecture des monographies locales qui se sont multipliées au moment du bicentenaire de la Révolution. Il mériterait également des fiches biographiques du personnel politique, à l'image du maire d'Ivry-sur-Seine, Renoult, dont le parcours politique, du « coq de village » d'Ancien Régime au « notable » du Consulat, est sans doute exemplaire à plus d'un titre. Le télescopage de textes, voulu par l'auteur, ne permet pas d'approfondir les questions de la politisation au village, ni des thèmes majeurs, telles la garde nationale ou les nuances de la déchristianisation. Yves Pierronne reste parfois proche du texte brut, n'en donne pas certaines clefs dont il dispose pourtant. Les spécialistes ne manqueront pas de discuter certains concepts (« sans-culottes montagnards »), certaines approches que des ouvrages récents ont éclairées. Mais l'essentiel n'est pas là.

Yves Pierronne centre ces deux volumes sur un domaine resté trop marginal des recherches en Révolution française, après l'élan du bicentenaire : celui de l'histoire du pouvoir local et de ses acteurs. Le sillon a été amorcé par des ouvrages pionniers, dont le *Guide de l'histoire locale* (Alain Croix, Didier Guivarch, 1990), *La Révolution française et le monde rural* (CTHS/INRA, 1989), *Pouvoir local et Révolution* (PUR, 1995), *Les politiques de la Terreur* (PUR, 2008). Il a été creusé par de nombreux travaux universitaires inédits, et des publications sur les *Villages dans l'histoire* (Francis Arzalier, 1996), *Liberty and Locality in revolutionary France* (Peter Jones, 2003), *La conduite communale des affaires villageoises en Europe* (Septentrion, 2012). Ces études montrent des villages évoluant au rythme de la séquence révolutionnaire, très éloignés du « village immobile » au XVIII^e siècle (Sennely en Sologne, 1972), comme d'un « éternel paysan » qui résisterait de manière univoque aux impulsions de la Révolution. L'élection d'un personnel politique et d'une garde nationale pléthoriques, la mise en place de sociétés populaires et de comités de surveillance en 1793-an II, la gestion municipale des affaires quotidiennes, des litiges de voisinages, des contestations familiales, des tensions communautaires : autant d'éléments qui éclairent l'entrée des villageois dans le régime républicain, leurs conquêtes, leurs contradictions et leurs résistances. Pour avoir tenté de préciser l'importance de *La Première République au village* (CTHS, 2003) dans deux cent-quarante villages et bourgs du sud de l'Île-de-France et avoir souvent croisé les problèmes soulevés par les ouvrages d'Yves Pierronne, nous voudrions ici saluer leur utilité et leur originalité. Lors d'une gestion municipale à son (éphémère) apogée, la vie des villages devient un moment l'affaire du plus grand nombre, les luttes pour le pouvoir local croisent la grande histoire, avant que les municipalités de canton ne mettent fin en 1796 « à la période de démocratie locale



commencée en 1789 ». Le recueil de documents proposé par Yves Pierronne, en apparence modeste, ouvre une voie dont pourraient s'inspirer les enseignants, par un ancrage local et quotidien susceptible d'intéresser les élèves des établissements secondaires et un lectorat citoyen. Dans une conjoncture où une certaine amnésie risque d'occulter la « révolution paysanne » mise en valeur par Georges Lefebvre et Anatoli Ado, entre autres auteurs, *Vivre en banlieue sous la Révolution* rappelle avec pédagogie et éclat que des villages et des bourgs proches de Paris ont connu, entre 1790 et 1795, un niveau de participation, d'élections, de décentralisation, de politisation (et de résistances) exceptionnel, archives à l'appui, dans l'histoire de la France contemporaine.

Serge BIANCHI

Monique COTTRET et Caroline GALLAND (dir.), **Les damnés du ciel et de la terre**, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2010, 272 p., ISBN 978-2-84287-513-8, 20 €.

Cet ouvrage est un recueil de douze articles issus de contributions présentées dans le cadre du séminaire d'histoire religieuse moderne animé par Monique Cottret à l'Université Paris X. Il défriche un champ encore peu connu, à savoir l'histoire de la damnation, à la croisée de l'histoire religieuse et de l'histoire des sensibilités. Monique Cottret et Caroline Galland inscrivent bien sûr ce travail dans la filiation des travaux de Jean Delumeau sur l'histoire de la peur, du péché et de la culpabilisation. Les contributions, en s'appuyant sur des sources à la fois écrites (des lettres, des sermons) et iconographiques (des gravures et tableaux), balaient les représentations de l'enfer du XV^e au XVIII^e siècle, à travers cinq thèmes : le premier, intitulé « L'enfer, c'est les autres », concerne la représentation de l'enfer à l'époque des guerres de religion ; le deuxième, « La damnation en actes », montre qu'au XVIII^e siècle la damnation est surtout un instrument d'exclusion à disposition de l'institution ecclésiastique ; le troisième thème, « De l'éternité des peines », interroge dans une perspective philosophique l'utilité de la souffrance ; le quatrième, « L'anathème », montre qu'au sein même de l'Église, et non seulement de la part des philosophes des Lumières, la damnation est l'objet de remises en cause ou du moins d'interrogations, ainsi de la part du théologien et apologiste Nicolas-Sylvestre Bergier qui élargit l'accès du salut aux enfants morts sans baptême et aux infidèles ; enfin, « Une lecture de théologien » propose un nouveau regard, théologique, sur le retable du jugement dernier de Van der Weyden.

Les trois articles regroupés dans le quatrième thème concernent plus particulièrement la période révolutionnaire. D'abord, Monique Cottret détaille les différentes étapes qui amènent le pape Pie VI à condamner la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. En s'appuyant en partie sur la thèse de Gérard Pelletier, elle montre que Pie VI et son entourage ont très tôt, au nom de la tradition, amalgamé les oppositions (jansénistes, gallicanes, josphistes, philosophiques) et les ont assimilées aux forces du mal, à des objets infernaux. La diabolisation des droits de l'homme montre finalement qu'au début de la Révolution, la damnation reste un édifice central dans le système de pensée et d'action pontifical. Sophie Wahnich et Marc Belissa étudient quant à eux les débats qui divisent les jacobins au sujet de la distinction entre le gouvernement et le peuple anglais, dans le contexte de la dénonciation des « crimes anglais » en l'an II. Tandis qu'une partie des jacobins appelle les citoyens anglais à se ressaisir et à se révolter contre leur gouvernement, les autres assimilent l'un à l'autre. Le rapport du 7 prairial an II consacre cette dernière position : de peuple trompé par son gouvernement, le peuple anglais devient le peuple tyran, parce qu'il ne se conforme

pas à son devoir universel d'insurrection, et en conséquence doit être puni. La damnation, qui puise dans une anglophobie historique et circonstancielle, est ici surtout théorique : elle n'est suivie d'aucun passage à l'acte et passe uniquement par la condamnation symbolique. Enfin, en s'appuyant sur les estampes et les écrits publiés après Thermidor, Annie Duprat met en lumière une véritable diabolisation de Robespierre : celui-ci connaît une *damnatio memoriae* et, au sens propre, une « descente aux Enfers ». Elle analyse précisément quatre estampes qui illustrent la monstration de la tête de Robespierre et de ses compagnons, ainsi que leur descente aux Enfers, puis une gravure qui présente l'exécution du 9 Thermidor, qui se déroule aux Enfers, comme un acte de justice. Elle souligne très utilement que la tradition, héritée de l'Antiquité, des descriptions satiriques ou parodiques des arrivées aux enfers revient à la mode en 1793, et qu'elle participe à la construction des représentations politiques de l'époque.

Le mérite de cet ouvrage est finalement d'entrouvrir des pistes de recherche sur un objet historique original, la damnation, qui recoupe d'autres objets plus difficiles à appréhender comme la peur et l'espérance. Il met en lumière les principales articulations entre le XVI^e siècle et l'époque révolutionnaire. D'abord, que les XVI^e et XVII^e siècles sont marqués par l'affirmation d'une religion de la douleur et de la souffrance, fondée sur une théologie de la damnation. Ensuite, que cette théologie restrictive du salut est remise en cause au XVIII^e siècle : comment en effet concilier Enfer et droits de l'homme dont le droit au bonheur ? La damnation connaît un sursaut sous la Révolution, mais elle change de signification. Elle concerne l'ici-bas et, contrecoup des influences antiquisantes, tend même à se laïciser : à la fin du XVIII^e siècle, elle n'est plus seulement cantonnée à la sphère religieuse, mais entre aussi en politique.

Caroline Chopelin-BLANC

Jean-Michel MINOVEZ, **L'industrie invisible. Les draperies du Midi XVIIIe-XXe siècles.**, Paris, CNRS-éditions, 2012, 594 p., ISBN 978-2-271-073000-1, 39 €.

L'histoire des industries textiles est un des classiques de l'histoire économique en France parce que ces activités ont tenu une place essentielle dans la vie et le rayonnement de la nation du Moyen Âge au XX^e siècle. Ayant déjà publié sur les industries dans le Midi, particulièrement avant 1789, et annonçant une nouvelle contribution à paraître sur le thème, Jean-Michel Minovez avec cet ouvrage n'a pas voulu présenter une étude complète de la principale industrie du Midi, mais retracer une « trajectoire », le dessin d'une montée et d'un déclin. Aussi serait-il vain de lui reprocher de ne pas traiter dans son livre certains aspects qu'on attendrait, par exemple sur le grand négoce du drap et les circuits de paiement internationaux, lettres de change témoignant de la surface de leurs affaires, ou sur la situation de fortune des tisserands d'après les inventaires après décès. Le « Midi » dont il s'agit est le Sud-Ouest et le Languedoc-Roussillon et l'étude est poussée jusqu'aux années 2000 qui voient disparaître les derniers artisans-façonniers qui avaient été nombreux dans ces provinces. Les sources et la bibliographie utilisées sont impressionnantes. En manuscrit, les habituelles séries C et F 12 des Archives nationales et quelques documents de la Bibliothèque nationale, mais aussi les séries M des archives de quatorze départements, à quoi s'ajoutent de nombreux imprimés depuis l'indispensable dictionnaire de Savary des Bruslons jusqu'aux enquêtes parlementaires et d'organismes professionnels des XIX^e et XX^e siècles et les catalogues des expositions industrielles, sans oublier les statistiques des



préfets. La bibliographie, elle, compte plus de 900 titres. De plus, des cartes nationales et régionales précisent utilement l'exposé, en particulier pour évaluer la place du Midi dans l'ensemble français, et un précieux glossaire des types de tissus et des termes techniques aide le lecteur.

Du même coup ce travail considérable renverse certaines idées anciennes et en confirme d'autres. L'industrie lainière apparaît dans le Midi à partir de la fin du XV^e siècle mais elle demeure peu connue faute de sources jusqu'aux enquêtes des intendants de la fin du XVII^e siècle qui révèlent une draperie déjà importante. Le XVIII^e siècle est une époque de belle croissance fondée sur la matière première locale abondante assez médiocre, cardée, fournissant surtout aux produits de petite draperie ordinaire qui constituent l'essentiel des tissus de ces régions. Le schéma d'organisation est celui de la proto-industrie largement rurale trouvant ses débouchés dans le pays et à l'exportation vers les états proches, l'Espagne d'abord, l'Italie, la Suisse, le Sud-Ouest de l'Allemagne, ainsi que le Levant où la production expédiée passe de façon spectaculaire de 20 000 pièces par an autour de 1720 à plus de 80 000 dans les années 1760. Au milieu du XVIII^e siècle, contrairement à l'idée d'un incurable désert industriel, le Midi tend à rattraper pour le lainage, principale industrie du royaume, la France du nord aux draps prestigieux dès les XIII^e-XVI^e siècle. Alors entre le Rhône et l'Atlantique l'auteur recense vingt-trois sites drapant d'inégale étendue et de production diverse en quantité et en qualité, depuis le Vivarais jusqu'au Labour d'Est en Ouest et du Gévaudan au Pays de Foix du Nord au Sud. La généralité de Montpellier est la plus dotée avec Alès, Sommières, Lodève, Bédarieux ou Carcassonne, et elle devance pour le drap la généralité d'Amiens. Elle est suivie par la généralité de Pau, puis celles de Montauban et Toulouse. Les produits sont de plus en plus diversifiés, cadis et serges traditionnels et, plus récents, draps larges, flanelles. La grande draperie est active également à Carcassonne, Saint-Pons, Clermont en Lodève, Lodève. Une forte importation de laine d'Espagne vient élever la qualité de certaines étoffes.

Ici comme ailleurs la crise économique de la Révolution commence avant 1789. À partir de 1770, en de nombreux lieux la production plafonne ou diminue. Les causes de ce changement sont diverses. L'exportation se restreint à cause, au Levant, de la remontée du drap britannique et du développement de nouveaux fournisseurs européens, sans doute aussi parce que la guerre de 1768-75 a laissé des traces profondes dans l'empire Ottoman, et, fait plus grave, du côté de l'Espagne avec la politique protectionniste de Charles III et la constitution d'une industrie nationale soutenue par le gouvernement de Madrid, le Midi n'arrive pas non plus à s'insérer en compensation dans le marché des Caraïbes ni des Mascareignes. Mais à juste titre Jean-Michel Minovez attire l'attention sur l'expansion aussi de la concurrence franco-française : avec l'amélioration des communications intérieures, la croissance démographique, l'augmentation du pouvoir d'achat d'une partie de la population et à l'inverse la baisse des débouchés extérieurs, les étoffes de Picardie, Flandre, Champagne ou Normandie pénètrent de plus en plus dans le Midi qui s'en tient toujours aux produits ras et secs et aux tissus combinés, alors que la clientèle se fait plus exigeante. Là-dessus survient l'effondrement de la Révolution attesté par la comparaison des enquêtes de l'an III et de 1810 que reprend l'auteur et qui, sur le plan national suivant M. Markovitch (1965) et Serge Chassagne (1978), avait montré une perte de 45 %. La catastrophe est particulièrement aiguë dans les départements pyrénéens et à Carcassonne. Toutefois il ne s'agit pas d'un désastre continu de 1793 à 1815 : certaines régions résistent comme Montauban ou le Languedoc, l'exportation vers l'Espagne s'anime à nouveau en 1796-1808 du fait de l'alliance avec Charles IV, la guerre suscite également un besoin incessant de petite draperie pour l'armée et la marine qui profite à La Canourge en Gévaudan comme à Castres. Une relative

prospérité des campagnes facilite une reprise de la filature et du tissage dans les foyers paysans. Quelques machines Cokerill à filer sont même installées à Carcassonne ou Saint Affrique et de nouveaux tissus sont proposés ici ou là, draps noirs ou cuirs-laines, tandis que les difficultés du tissage traditionnel conduisent en Béarn, Bigorre ou Comminges à se replier sur la bonneterie. L'innovation n'est donc pas absente de la période révolutionnaire. Néanmoins après 1795 l'annexion de la Belgique peut permettre – dans une mesure que l'auteur ne précise pas – l'arrivée de draps de Liège. En outre 1814 est un désastre effectif.

La Restauration n'apporte qu'une modeste amélioration. L'exportation ne reprend pas et la commande militaire s'effondre. Malgré le retour de la barrière douanière contre les fabrications de Belgique, la concurrence franco-française s'est même exacerbée, la baisse du prix des draps de Sedan, Reims, Elbeuf affecte les sites du Midi, donnant des étoffes de qualité moyenne et supérieure. On essaie surtout d'augmenter les fabrications anciennes pour le marché intérieur, mais tout de même à partir de 1819 à Castres et Mazamet, puis à Limoux, les cuirs-laines progressent. Cependant, dépression de type Ancien Régime, agricole et industrielle, la crise de 1828-32 secoue fortement l'ensemble des régions et pousse encore une partie d'entre elles à abandonner un peu plus le tissage pour la bonneterie, tandis que Castres et Mazamet réussissent à offrir de nouveaux produits, satins et draps imités d'Elbeuf. Dans les années 1860 le peigné l'emporte enfin sur le cardé et la draperie lourde aux couleurs unies, qu'on produisait traditionnellement, périclité. Par conséquent le passage du *domestic-system* ou *factory system* se fait difficilement et la grande dépression de 1874-1905 provoque une nouvelle série de ruines.

Ce résumé ne rend guère compte de la richesse du livre, richesse parfois presque excessive en ce sens qu'à cause du souci primordial de l'auteur de montrer l'extrême variété des sites productifs et de leurs évolutions fréquemment divergentes, le lecteur se perd un peu pour saisir l'ensemble. Il y aurait eu intérêt à regrouper davantage les notations sur les grandes questions par période, telles l'exportation ou le financement. Néanmoins de façon très convaincante l'auteur pose et résout des questions essentielles dont les leçons ne valent pas que pour le Midi. Avec raison, Jean-Michel Minovez se rallie à la notion de territoire industriel plutôt qu'à celle de district ou canton industriel présentée par Jean-Claude Daumas (*Histoire de l'industrie lainière en France au XIX^e siècle*, 2004), car l'expression choisie insiste sur l'ancrage géographique et social de l'activité : de la fileuse et du tisserand mi-cultivateurs et mi-artisans et de plus en plus artisans à plein temps sans terre quoiqu'encore ruraux, voire ici montagnards, jusqu'au négociant de foire internationale en France, il y a un système de division du travail complet fondé sur l'exploitation des ressources locales en matière première et en main-d'œuvre, et sur des pratiques habituelles de proximité commerciale avec des réseaux de marchands inscrits dans l'espace, foires et ports, pour assurer les débouchés et des approvisionnements complémentaires en laines ou apprêts. Seule la longue durée permet d'appréhender un tel processus de production qui tend à être pérenne parce qu'il fait vivre discrètement, quoique souvent pauvrement pour les producteurs, de nombreux ruraux répartis sur de vastes étendues. Tous ces acteurs sont interdépendants et, si le pilotage de l'ensemble paraît revenir au consommateur et à l'évolution de ses goûts et besoins, en fait c'est le grand négoce qui dirige, installé dans les bourgs et villes, parce que, à la différence du marchand local qui sur une petite échelle centralise les produits finis, il dispose de la masse de capitaux et de l'information nécessaires pour opérer dans la dimension nationale et internationale. Dans l'Ancien Régime, le Midi à cet égard se caractérise par la prépondérance jusqu'au milieu du XIX^e siècle du *Kaufman-System* sur le *Verlagssystem* : le processus est peu intégré et les marchands commercialisant les étoffes sont généralement modestes, loin des grandes fortunes dynastiques de négociants



qui fleurissent tôt dans la France du Nord. En outre l'ensemble régional est sensible malgré son enracinement aux décisions du pouvoir d'État, guerres, conquêtes, arsenal douanier, fiscalité, et on ne peut séparer totalement l'économique du politique.

Pour autant est-on frileux et routinier en Languedoc et Aquitaine alors qu'on serait hardi et novateur vers Lille ou Louviers ? L'ouvrage montre qu'en réalité il s'agit moins de psychologie que de déterminations liées aux circonstances matérielles, locales, durables, géographiques, qui ne sont pas toutes favorables au travail lainier. Les ports et places d'exportation du drap, Marseille, Bordeaux, Bayonne, et même Montpellier ou Lyon, sont souvent éloignés des sites de production, en dépit de la construction du Canal des Deux-Mers. La matière première de qualité venant d'Espagne est soumise aux aléas politiques et chère parce qu'elle doit être transportée sur de longs parcours alors que les moutons du cru peuvent donner leurs toisons. Par contre, aux XVIII^e-XIX^e siècle, les bras se multiplient, à la recherche d'emplois dans des campagnes aux possibilités agricoles pour une partie assez maigres. Mais sur les places de foires, à Beaucaire ou à Bayonne, on se heurte à des marchands extérieurs de plus en plus puissants. Donc, après 1770 et davantage après 1815, on se réfugie sur le modèle d'activité qui dans le passé avait fait vivre ces régions, d'autant que le système entretient une population nombreuse et provoque une causalité circulaire avec l'interdépendance des pratiques et des acteurs. Cependant il en résulte, semble-t-il, un manque de capitaux quand survient l'innovation technique, la mécanisation, l'hydraulique, la vapeur, qui requièrent des mises en plus en plus élevées. En témoignent ce que relève l'auteur pour l'après 1830 : la suprématie chez les entrepreneurs industriels et dans le négoce de la société en nom collectif, familiale et locale, et le refus de la commandite et de la société anonyme, avec un crédit limité au recours aux marchands, aux notaires et à de petites banques d'arrondissement. D'ailleurs, de plus en plus étendu dans l'espace, comme le suggère Jean-Michel Minovez mais sans développer assez ce point, le système n'est-il pas en train de perdre son efficacité avec la multiplication des tisserands, l'allongement des distances pour les donneurs d'ordres qui génère l'alourdissement des frais de livraison de la matière première et le ramassage des tissus, et l'accroissement des fraudes sur la laine et malfaçons dans la réalisation du produit, ce qui atteint la rentabilité financière ? Il est vrai que la consommation intérieure est en expansion, néanmoins elle n'est pas encore « de masse » où chacun ne produit rien de son quotidien, et le marché n'est encore qu'en augmentation lente, surtout avec une augmentation démographique limitée comme celle de la France. Dans l'économie générale issue du féodalisme, marquée par la pénurie, la faible productivité, la capacité réduite en dépit de leurs progrès des moyens de transport, un travail encore surtout à main, par conséquent sans besoin de capitaux volumineux, le système du lainage méridional pouvait s'épanouir. Mais, dès 1800, les conditions commencent à changer avec la révolution industrielle et la concentration capitaliste, le déclin à terme est inéluctable pour une organisation qui devient dépassée. La main invisible du marché et l'accumulation capitaliste ne connaissent ni les bons sentiments, ni les pensées mauvaises ou inappropriées, ni ce que dans les années 1960 on criait dans le Midi : l'exigence du « vivre au pays ». Voilà un ouvrage qui pose de grandes questions.

Guy LEMARCHAND

Jean-Paul ROTHOT et Jean-Pierre HUSSON (dir.), **La vallée du Coney, métallurgie et thermalisme, Bains-le-Château et Fontenoy-le Château**, Nancy, Fédération des

Sociétés savantes des Vosges – Amis du Vieux-Fontenoy, 2011, ISBN 2-9522166-1-4, 35 €.

Cette publication s'inscrit dans la lignée des journées d'études vosgiennes qui se tiennent depuis 1982 dans une ville de Lorraine. Il s'agit ici des actes de la réunion de 2010 avec vingt-neuf communications dont une dizaine entre en partie dans le champ chronologique des *AHRF*

Dans le livre l'histoire économique est largement représentée. Déjà dans la région, vers 1630, trente-neuf établissements métallurgiques existaient sur la surface de l'actuel département des Vosges. Après les désastres de la guerre de Trente Ans et avec des créations nouvelles au XVIII^e siècle, on trouve vingt-huit établissements dans le même périmètre en 1789, grâce au minerai de fer près de Neufchâteau, aux forêts proches et aux cours d'eau abondants des vallées, en particulier la Semouse et le Coney (Pierre Heili). En 1733 est fondée la manufacture royale de Bains orientée vers le fer-blanc, malgré la concurrence anglaise, qui prospère et se dote de laminoirs en 1807 (T. Cornevaux), mais, restant à la fonte au bois dont le combustible se raréfie, une partie des entreprises au milieu du XIX^e siècle disparaît ou doit se reconvertir. Le canton de Bains connaît cependant une croissance de la métallurgie secondaire de la Restauration au Second Empire, forges et tréfileries achetant de la fonte aux régions proches et donnant outre le fer-blanc, du fil de fer, des barres et tôles, des clous, et après 1820 des couverts de table (Jean-Paul Rothiot). Mais vers 1850 deux facteurs de déclin vont agir : la concurrence des producteurs non vosgiens facilitée par le progrès des transports et proches des grandes villes, la multiplicité des établissements locaux qui excite la compétition et fait baisser dangereusement les prix de vente des produits.

Au XVIII^e siècle avec la participation financière du négoce de Lyon dans la vallée du Coney, le développement est notable et, malgré l'abolition des privilèges des manufactures, l'activité se maintient sous la Révolution et l'Empire et des équipements sont modernisés (Jean-Paul Rothiot). Propriétaire de la manufacture de Bains, Joseph Falatieu, très classiquement, se hisse dans les notabilités révolutionnaires, chef de la garde nationale du canton en 1792, élu au conseil général des Vosges de 1792 à 1838. Livrant des barres pour les fabrications d'armes, Falatieu se rallie à Brumaire, achète des biens nationaux, devient maire en 1812 et est premier ou dans les premiers contribuables du département sous Napoléon, puis est créé baron en 1827. Il emmène sa famille dans l'aisance et à proximité du pouvoir : son fils Joseph Louis est conseiller général en 1828, son petit-fils Joseph-Jules élu à la Constituante en 1848 (G. Grivel). Dans leur enrichissement, les maîtres de forges ont su veiller à l'approvisionnement en bois, comme en témoigne l'intérêt porté par Joseph Falatieu à la préparation de la loi de 1817 sur la vente des forêts domaniales et au code forestier de 1827 (Jean-Pierre Husson). En ce qui concerne la main-d'œuvre, les salaires élevés, le logement gratuit à la manufacture et l'exemption d'impôts ont permis dès les années 1730 un recrutement localement large et incité à l'immigration des Alsaciens et des Allemands du Wurtemberg (Pierre Heili), malgré le travail de nuit mais avec repos le dimanche. La seule manufacture de Bains et ses dépendances arrivent à employer plus de 500 personnes en 1849.

Dans la Voge, la Révolution a vu se développer une autre activité, la brasserie (J.-A. Marizot) qui a été stimulée par les passages de soldats et la présence d'ouvriers de la métallurgie, les uns et les autres consommateurs de bière, la vigne étant absente dans certains cantons. Mais le grand essor est surtout après 1815 et après 1830 la féculerie fondée sur la pomme de terre, apparaît. Née vers 1820 grâce à une initiative à but charitable,



donner de l'emploi aux jeunes filles de Fontenoy et aussi trouver une main-d'œuvre à bas prix, la broderie fait travailler 50 000 personnes dans le département des Vosges vers 1850, particulièrement à Fontenoy, Bains, Plombières, mais également à la campagne (Cl. Prévot). On note que certaines dames entrepreneuses de ce secteur viennent des familles de maîtres de forges. Par conséquent, dans cette région, 1789-1815 une fois de plus n'apparaît pas comme une catastrophe économique.

Par ailleurs, trois communications portent sur l'histoire religieuse dans la Contre-Réforme. En 1626 est installé par le gouverneur noble de la ville, à Fontenoy, un couvent de capucins qui, au XVIII^e siècle, prêchent et dispensent leurs sacrements chez les travailleurs de la manufacture de plus en plus nombreux, obtenant la conversion de quelques sujets allemands luthériens. Hostiles au serment, les religieux sont dispersés sans retour en 1792-93 (J.-F. Michel). Même pauvres, les moines sont rarement révolutionnaires. D'autres maisons franciscaines se sont établies en Lorraine à partir du XIII^e siècle et en 1769, douze couvents cordeliers constituent la province de Lorraine, tandis que trente-six maisons de capucins existent à la fin du XVIII^e siècle. À partir de 1750 survient la baisse connue, sensible ici, des vocations. Le recrutement est surtout artisanal et dans les milieux de petits juristes. La bourgeoisie déserte le noviciat, sauf à Fontenoy, place marchande assez active (J.-M. Lepeste). Situé dans une région de féodalité forte et encore vivace au XVIII^e siècle, Bains relève de la seigneurie des chanoinesses de l'abbaye de Remiremont qui entrent dans l'institution sur la base de 8 puis 16 quartiers de noblesse (Françoise Bocquillon). Sous la protection intéressée de deux à cinq seigneurs laïcs qui reçoivent une partie de leur revenu, les religieuses sont propriétaires de la haute justice, de moulins, forges et forêts et exigent encore vers 1750 la taille seigneuriale (Françoise Bocquillon).

Enfin la démographie sanitaire est abordée dans une communication. Bains est lieu aussi de sources thermales appartenant à deux des co-seigneurs du lieu dans la mouvance du chapitre de Remiremont, exploitées au milieu du XVIII^e siècle. Devenus bien nationaux les bâtiments en sont vendus en 1795 et tombent dans l'escarcelle de notre Joseph Falatieu en 1799 (Jean-Paul Rothiot). L'eau alimente des douches et baignoires, et une piscine est établie après 1838. Les soins et les cures, généralement 21 jours, sont réglementés et tarifés par les propriétaires, la déclaration d'utilité publique étant décernée en 1864. Dès 1803 un médecin contrôle bains et baigneurs. Peu à peu, la clientèle croît : 142 baigneurs en 1798, 969 en 1845, mais on n'atteint pas la renommée de Plombière ou Contrexeville.

Guy LEMARCHAND

Natacha COQUERY, **Le marché ou le lien social ? Une lecture de Tenir boutique à Paris au XVIII^e siècle, luxe et demi-luxe**, Paris, CTHS, 2011, 408 p., ISBN 978-2-7355-0733-7, 28 €.

Après des recherches concernant les consommations aristocratiques (*L'hôtel aristocratique. Le marché du luxe à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998), Natacha Coquery déplace la focale de son analyse, prenant cette fois pour belvédère la boutique parisienne à la croisée d'une histoire économique, sociale et urbaine.

La toile de fond de l'ouvrage est tendue par une préface de Daniel Roche : elle interroge la lente transition du besoin au désir, au XVIII^e siècle, vers une société de consommateurs, plutôt que d'une révolution de la consommation, dont le terme est jugé excessif. Elle appelle une meilleure compréhension d'une démocratisation de la

consommation par les formes déclinées imitatives (*populuxe* de Cissie Fairschild) ou inventives (*semyluxury* de Maxine Berg) qui introduisent, dans le jeu de la culture des apparences, des classes intermédiaires de plus en plus larges, dotées d'une compétence de jugement progressivement affinée.

Le point fort de la démarche de Natacha Coquery relève à la fois de la grande diversité des sources employées (Almanachs de commerce, guides de Paris, livres de comptes, bilans de faillites, inventaires après décès...) et d'un changement d'échelle constant du niveau d'analyse, embrassant tour à tour l'ensemble du monde boutiqueur parisien, soit plusieurs milliers d'acteurs (l'*Almanach du Dauphin* de Roze de Chantoiseau dans son édition de 1769), ou usant de la monographie pour en préciser les contours (le bijoutier Aubourg, installé au cœur du faubourg Saint-Germain ou Mathurin Law, marchand tapissier, rue Saint-Honoré). Ce balancement a pour vertu de restituer la boutique dans la consistance de ses réseaux, mais aussi dans le renouvellement fluide des liens sociaux et des appartenances, accéléré après 1750. Ce tableau saisi au vif l'empirisme des pratiques boutiqueuses et les décompose dans un ternaire, les mots, les cartes et les chiffres, qui en constitue le plan.

La difficile réhabilitation de l'image du commerce de détail passe, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, par la promotion de l'édition commerciale, véritable « sphère publique de l'économie marchande ». La dérogeance et les monopoles corporatifs ne peuvent résister durablement à l'attrait de la nouveauté, des modes et des luxes : une culture européenne du shopping fait de Paris la capitale des plaisirs, dont les *cicerones* se veulent les chantres (on citera le vivifiant *Séjour de Paris* de l'Allemand Nemeitz, à partir de 1718, ou l'*Almanach* de Thiéry, adressé à l'aristocratie et aux personnes de distinction). L'information commerciale s'adresse plus largement à l'ensemble des acteurs du monde marchand, à la fin du siècle, offrant un tableau de la production manufacturière d'exception en Europe et en province, certes teinté de nationalisme économique, dans le contexte de la rivalité commerciale franco-anglaise des années 1780 (*Tableau général du commerce de Gournay*).

Dans sa seconde partie, intitulée « la boutique en cartes », l'ouvrage inscrit de manière convaincante le commerce dans les dynamiques urbaines du XVIII^e siècle. Par un jeu détaillé de cartes, dont on peut toutefois déplorer, parfois, la faible lisibilité, Natacha Coquery nourrit l'hypothèse que « l'activité commerciale est l'élément qui structure le plus fortement la pratique de la ville » (p. 111). Par une géographie sûre, elle dégage les principes directeurs d'une organisation ségréguée de l'espace boutiqueur parisien, conjuguant la polarisation pérenne de certains quartiers (les bijoutiers de l'île de la Cité), avec l'affirmation progressive des nouveaux axes (le luxe dans la rue Saint-Honoré), pour mettre en évidence une croisée parisienne, courant des rues Saint-Denis et Saint-Martin vers la rue Saint Jacques, au sud, et du faubourg Saint-Honoré à celui de Saint-Antoine, vers l'est. Elle perçoit finement la relation étroite entre densité marchande et niveau de spécialisation : les concentrations les plus fortes concernant, sans surprise, les orfèvres, la mercerie de luxe avec les bijoutiers, au plus près de la croisée. Une géographie des territoires de la boutique en découle sur le substrat des réseaux commerciaux de deux marchands parisiens, Aubourg et Law. Le réseau toujours recherché de la clientèle aisée et aristocratique se superpose au tissu dense des relations professionnelles des confrères, fournisseurs, sous-traitants et commis. Prestige et concentration géographique des boutiques de luxe étendent l'aire de chalandise bien au-delà du Paris *intra-muros* de la seconde moitié du siècle.

L'approche comptable vient compléter, par une troisième partie, ce panorama du commerce de détail parisien (« La boutique en chiffres »). L'hétérogénéité des situations et



des pratiques de gestion est mise en lumière par un travail courageux de dépouillement des livres de comptes. Il en ressort une économie du temps scandée par le flux tendu du crédit qui devient l'élément central de l'analyse. Pour ce faire, Natacha Coquery se livre à l'autopsie de la faillite du bijoutier Aubourg, en 1783, articulant la macro-économie des conjonctures décennales, avec la micro-analyse de la désynchronisation de la circulation des crédits : Aubourg chute d'avoir vendu « à condition » (un prêt de marchandises sans contrepartie de paiement) des bijoux avec l'Amérique, pour un montant de 47 000 livres, fin 1782. Au-delà du cas d'espèce, c'est la volatilité accrue des pratiques commerciales de la seconde moitié du XVIII^e siècle qui se donne à voir : le paiement comptant se révèle rare, la clientèle peu fidèle, voire peu solvable, l'ensemble tenant par le liant fragile du crédit. La précarité d'un petit commerce, « encastré dans ses réseaux » (*embeddedness*) devient visible, entre concessions marchandes et entretien du lien social (avance aux aristocrates, prêts d'argent aux confrères), la faillite ne se trouvant jamais loin. Le tour de force de l'ouvrage est de montrer que l'échec économique n'emporte pas le lien social : le collègue des créanciers jouant de souplesse pour recouvrer les sommes dues, par des compromis infra-judiciaires entre des acteurs pragmatiques impliqués dans les mêmes réseaux marchands, plutôt que par des procédures coûteuses, longues et aléatoires ; le failli honorant au mieux ses engagements, afin de ne pas être confondu avec le banqueroutier frauduleux et de revenir en grâce auprès de ses confrères.

L'empirisme des pratiques marchandes rencontre la souplesse d'une culture de la consommation naissante dont les codes ne recourent plus nécessairement les hiérarchies sociales. Au titre de la nouveauté, le marché du demi-luxe diffuse les nouveaux modèles d'une consommation où le faux peut-être plus prisé que l'authentique (le strass et le diamant, le plaqué pour le métal massif) pour peu qu'il soit à la mode. Tandis que parallèlement se propage le second marché des produits d'occasion redistribuant dans les couches sociales élargies les habitudes du luxe et du raffinement, accélérant la circulation des objets, le brouillage des codes et la recomposition des privilèges corporatifs.

L'ouvrage, voulu comme un chantier ouvert de la boutique, dépasse de loin son objet pour mettre en évidence l'utile complémentarité d'un marché en expansion avec la fluidité accrue du lien social dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Richard FLAMEIN

Marion F. GODFROY, **Kourou, 1763 : le dernier rêve de l'Amérique française**, Paris, Vendémiaire, 2011, 280 p., ISBN 978-2-36358-013-9, 20 €.

Ce livre est le prolongement de la thèse de Marion Godfroy, récemment soutenue à l'EHESS. Il retrace en onze chapitres, d'une plume alerte qui en rend la lecture fluide et agréable, l'histoire d'un désastre, celui de la France équinoxiale. Quelques quarante années plus tard, la France rejoue, à quelques variantes près, la tragédie de la Louisiane. Le cadre est étatique là où l'acteur principal était la Compagnie des Indes. Mais, déjà, on avait puisé dans le réservoir démographique rhénan pour ne pas contrevenir aux théories populationnistes toujours bien ancrées. On avait déployé toute une publicité qui vantait les charmes d'un pays de cocagne ; comme si la latitude n'avait aucun effet pour nuancer la palette colorée qui décrit un paradis où tout pousse en abondance, où le climat est enchanteur, où la mise de fonds rapporte au centuple. Et jusqu'à la recherche des boucs émissaires lorsque la réalité de la catastrophe humanitaire a dissipé l'illusion de l'eldorado.

La Guyane a attiré l'attention des compagnies très tôt, combinant recherche de l'or, visées stratégiques sur le flanc de l'Empire portugais, et mise en exploitation des franges littorales par les habitations qui cultivent le sucre, ou des productions locales, comme le roucou. La colonie de Cayenne vivote aux alentours du bourg : quelques plantations survivent dans des conditions difficiles, avant la Guerre de Sept ans, menacées par les maladies et les ruptures d'approvisionnement.

C'est alors que l'intérêt pour ces terres équinoxiales se réveille, dans l'espoir fort peu réaliste de remplacer les espaces glacés du Canada, par les littoraux chauds et humides, entre Oyapock et Maroni. Choiseul se fait concéder à titre héréditaire, à la fin de l'année 1763, tout le territoire situé à l'embouchure du fleuve Kourou, quelques dizaines de kilomètres au nord-ouest de Cayenne. Son projet est de créer en ces lieux un établissement de paysans soldats, une colonie blanche au lieu d'une colonie à esclaves, apte à assurer une base arrière pour les établissements antillais, tout en approvisionnant ces derniers en bois, bétail et salaisons, tous produits qui venaient antérieurement du Canada. Le parti philosophique, dont Choiseul se veut le protecteur, a quelque peu orienté ce projet : le travail libre remplace le travail servile, l'exclusif commercial est levé, le ministère se passe de l'intermédiaire des compagnies à privilèges. Une direction bicéphale est mise en place, sur le modèle des autres colonies royales ; un gouverneur, Turgot, le frère du futur contrôleur général, pour la défense, un intendant, Chanvalon, pour la gestion. Puis le ministère s'associe à un groupe financier allemand pour recruter des colons, sur des terres allemandes de préférence, afin de ne pas dépeupler le royaume. D'étape en étape, Marion Godfroy nous fait revivre le périple de ces familles, du Rhin à l'île d'Aix. La fatigue, l'insuffisance de nourriture, épuisent les organismes, la traversée fait le reste. Ce sont des malades qui sont débarqués aux îles du Salut, car, sur le continent, les infrastructures ne sont pas prêtes à les accueillir ; on comptait sur les premiers arrivants pour aménager les infrastructures pour la masse des futurs arrivants. Mais, grisés par les promesses des concessions de terrains, ou affaiblis par le typhus et la dysenterie, donc peu enclins à se mettre au travail, ils sont par ailleurs laissés sans ressources par l'intendance. Et le rythme des convois continue à déverser les colons en une noria infernale. L'expédition tourne au désastre sanitaire, constaté par le gouverneur Turgot lorsqu'il arrive enfin, à la fin de l'année 1764. Son principal souci est de faire porter toute la responsabilité sur Chanvalon. Sur 10 446 colons qui ont effectué la mortelle traversée, il n'en reste plus que 1 784 en 1765 ; 60 % sont décédés, 918 sont rapatriés en catastrophe.

L'auteur nous fait revivre toute cette expédition, avec un souci du détail qui rend la lecture captivante, promenant le lecteur des cabinets ministériels aux villages traversés par les colonnes de migrants jusqu'aux hôpitaux surpeuplés du bourg de Cayenne. Elle exploite avec bonheur les nombreuses sources d'archives, les mémoires des protagonistes, les journaux d'époque, et jusqu'aux rares documents iconographiques qui renvoient l'image des littoraux guyanais.

Comme pour une défaite militaire, on cherche les responsables du désastre. Turgot a fait arrêter Chanvalon, qui est traduit au Conseil supérieur de Cayenne, dès 1765. Il est ensuite emprisonné au château de Ham. Puis c'est au tour de Turgot de répondre de ses négligences, mais il s'autorise de la position de son frère pour en partager les aléas de carrière. On découvre enfin que la Guyane est une terre malsaine pour l'organisme européen, et la colonie se voit durablement affligée de la désastreuse image de « tombeau de l'homme blanc », ce qui ravive dans l'imaginaire métropolitain le détestable souvenir de la Louisiane.

L'auteur a le souci d'inscrire cette épopée du Nouveau Monde dans des perspectives plus larges. Ses conclusions suscitent toutefois quelques interrogations. La perspective de



l'histoire atlantique, posée d'emblée et appuyée encore avec force dans la postface de Patrice Higonnet est convaincante lorsqu'il s'agit de replacer cette expérience dans les grands mouvements migratoires de longue durée vers l'Amérique, ou dans la recherche de voies nouvelles pour la colonisation qui se font jour dans les métropoles européennes à partir de 1750. Certes, mais il faut veiller à ce que cette perspective globalisante ne masque pas la dimension proprement impériale de l'entreprise. L'empire colonial français qui se dessine après la Guerre de Sept ans n'a pas que l'Amérique pour seul pilier, cela se vérifiera encore pour les années 1778-1783, où une part des enjeux se déplaça vers l'Océan Indien. Rien n'est encore vraiment joué avant la série des échecs retentissants de la période napoléonienne, et la colonie guyanaise connut entre-temps un timide essor, et occupa même une position stratégique à l'époque révolutionnaire, et sous le gouvernement de Victor Hugues. L'expédition de Kourou est l'indice très évocateur, parmi d'autres (le Canada, la Louisiane) d'une faiblesse structurelle de cet empire colonial ; son peuplement européen comme socle durable d'une colonisation qui ne soit pas uniquement vouée à n'être qu'une juxtaposition imparfaite d'ateliers d'esclaves.

Bernard GAINOT

Jacques CHARPY (éd.), avec la collaboration de Marc FARDET, préface par Denis WORONOFF, **Un ingénieur de la Marine au temps des Lumières. Les carnets de Pierre Toufaire (1777-1792)**, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, 630 p., ISBN 978-2-7535-1724-0, 24 €.

Conservateur général du Patrimoine (Archives), Jacques Charpy, au terme d'une longue carrière commencée en 1951, s'est attaché à transcrire et annoter les carnets patiemment écrits durant dix-sept années par Pierre Toufaire, ingénieur à Rochefort. Le texte original est une sorte de journal comportant de nombreuses annotations sur les techniques maritimes. L'ouvrage est accompagné d'illustrations et de cartes destinées à la fois à préciser au lecteur la géographie des lieux mais aussi à agrémenter cet ouvrage épais et quelque peu austère. Livre scientifique, il comporte des annexes (des correspondances entre Pierre Toufaire et d'autres ingénieurs, de nombreux mémoires techniques), un index, une généalogie, une série de définitions des noms donnés aux bateaux et leur liste exhaustive ainsi que des repères biographiques. Le présent ouvrage rendra d'aussi grands services aux amoureux de l'histoire maritime du XVIII^e siècle que le livre d'Alain Lottin sur Chavatte avait pu en apporter aux amoureux de l'histoire de Lille au XVII^e siècle (*Chronique mémoriale des choses mémorables par moi, Pierre-Ignace Chavatte -1657-1693-*, Bruxelles, 2010).

Annie DUPRAT

Dan EDELSTEIN, **The Enlightenment. A Genealogy**, Chicago and London, The University of Chicago Press, 2010, 209 p., ISBN 978-0-226-18449-4, 17,80 €.

Qu'est-ce que les Lumières ? L'essai de Dan Edelstein s'inscrit non sans provocation dans un débat récurrent en philosophie et en histoire des idées, sur la définition, l'origine intellectuelle et la diffusion des Lumières. Son argumentation entend réviser un certain

nombre de points théoriques et historiques soulevés par l'historiographie et en ce sens est une introduction relativement claire aux grandes orientations du débat. Le livre aborde nombre d'interprétations qui vont de Peter Gay à Jonathan Israel et d'Habermas à Foucault, avec une attention particulière aux différents courants de l'histoire des idées (chap. 1). Ce faisant, l'auteur prend le contre-pied des travaux de ces dernières décades, qui tendaient à décentrer et à pluraliser les Lumières ou à les penser comme une ère aux contours fluctuants. Partant de l'idée que le concept des Lumières (*the Enlightenment*) est issu d'un récit historique (*historical narrative*), il situe l'émergence de la notion en France, ou plutôt dans le milieu intellectuel parisien, au tournant du XVIII^e siècle et au sein d'une polémique précise, la Querelle des Anciens et des Modernes. Pour lui la question de l'origine n'est pas à rechercher dans tel auteur ou dans tel mouvement philosophique, mais dans la généalogie de la métaphore des Lumières, ce qui lui permet de réunifier le concept autour des expressions structurantes – *esprit philosophique, siècle éclairé* – du récit historique qui lui a donné naissance. Les Lumières seraient moins le fait d'une *crise* de conscience, comme l'avait écrit Paul Hazard, que celui d'une *prise de conscience* (p. 13) – effet de la réflexivité de la société sur elle-même et de sa conscience des temps historiques – des promesses de la science moderne et de ce que cela signifie de vivre dans un siècle éclairé.

Reprenant significativement la thèse de l'importance de la culture et de la pensée antique chez les philosophes des Lumières, définies par Peter Gay comme « paganisme moderne », Edelstein montre à quel point l'Antiquité est au cœur du débat académique entre deux partis qui ne rejettent pas la « science nouvelle » et célèbrent l'esprit du siècle. En France, les *Réflexions critiques sur la poésie et la peinture* de l'abbé Dubos (1719) épuisent la polémique littéraire et donnent le ton du récit des Lumières dont la Querelle a été le catalyseur. C'est à partir de cette matrice que se tisse, au sein des élites intellectuelles françaises, la trame d'un récit historique cohérent qui se diffuse chez les philosophes avant de gagner l'espace européen. La société est « le sujet du récit moderne » (chap. 4). En fournissant l'outil conceptuel (Ancien/Moderne) qui ouvre à la réflexion sur les progrès du siècle à la lumière du passé lointain en matière de connaissance, de religion et de politique, il permet la prise de conscience du rôle nouveau assigné à la « société », au public éclairé, dans le développement de la philosophie des Lumières. Celles-ci devraient peut-être plus à ceux qui ont initié le récit, ainsi qu'aux Académies et aux institutions qui ont rendu possible leur diffusion, qu'aux grands auteurs du canon (Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Diderot...), dont la pensée d'ailleurs n'a jamais vraiment quitté les Anciens. Avec l'*Encyclopédie*, « le plus grand livre qu'ait produit le XVII^e siècle », le *Télémaque* de Fénelon, et l'œuvre de Montesquieu sont mises en avant pour attester de l'influence des sources antiques et de la médiation humaniste sur la pensée politique des Lumières. L'esprit philosophique est d'abord classique.

Le titre comme l'articulation des temps historiques rappelle les analyses de Michel Foucault et de Reinhart Koselleck, avec qui l'argumentation de Dan Edelstein entretient pour le moins une réelle ambivalence. Pour preuve, une dévalorisation un peu rapide de la méthode de la *Begriffsgeschichte* (p. 15, 71) et la critique conclusive en direction de Foucault : quel est l'intérêt de reconstruire le mythe des Lumières en termes de modernité ? On comprend assez vite au fil des chapitres que l'ouvrage entend questionner les rapports entre Lumières et Révolution, à partir de la généalogie des Lumières et de la transmission du républicanisme et du droit naturel. Le chapitre 7 reprend l'idée, déjà développée dans son livre sur la Révolution française (*The Terror of Natural Right*, 2009), des aléas de la médiation de la loi naturelle chez les philosophes à travers les représentations classiques et le mythe de l'âge d'or. Jean-Clément Martin a fait un compte rendu de cet ouvrage, qui



analyse l'expression complexe de la rhétorique du « républicanisme naturel » à l'œuvre sous la Terreur, dans le n° 360 des *AHRF*. La cible principale de la *généalogie* d'Edelstein est l'interprétation des Lumières centrée par Jonathan Israel sur la notion de *Lumières radicales*. *The radical Enlightenment* (2001) proposait une vision résolument européenne et radicale des Lumières – à partir d'un décentrage philosophique (le rôle moteur du spinozisme) et chronologique (1650-1750) – qui prend naissance dans le siècle d'or hollandais. Cette contribution majeure à l'histoire et à la philosophie des Lumières a suscité un large débat et est devenue un classique de l'historiographie dans le monde anglo-saxon (voir le compte rendu de Marc Belissa dans le n° 345 des *AHRF*). Les derniers livres de Jonathan Israel ont approfondi le caractère progressiste des Lumières et le lien entre Lumières radicales et Révolution française en matière de démocratie et de droits de l'homme, une thèse que ne peut partager Dan Edelstein.

Il s'en prend à l'idée de Lumières à deux vitesses, avec d'un côté le courant radical inspiré par le spinozisme comme moteur du changement social et de l'autre un courant modéré, enclin au compromis avec les forces conservatrices, celui des philosophes de la veine de Voltaire et Montesquieu. Sa manière de concevoir les Lumières françaises comme essentiellement modérées est assez bien résumée par le titre du chapitre 13 (*Worldliness, politeness, and the importance of not being too radical*). Avec le rôle joué par les institutions, c'est l'alliance entre gens de lettres et gens du monde dans une société policée, respectueuse des codes mondains de la politesse et de l'allégeance aux puissants qui a permis malgré la censure l'émergence et la diffusion de l'esprit des Lumières. Il s'agit de déconstruire le lien entre *the Enlightenment* et une Révolution dont le tumulte aurait en fait entravé et retardé pour plusieurs décades les réformes en Europe (p. 96). La controverse n'est pas nouvelle, mais on peut remarquer que ce parti pris idéologique pousse l'auteur à minimiser l'évolution et la portée subversive de la philosophie des Lumières, que ce soit par le biais de l'influence souterraine du spinozisme et de la littérature clandestine ou à travers la critique de l'orthodoxie religieuse, de la monarchie absolue, de l'aristocratie et des privilèges. Une critique d'ensemble où on ne saurait oublier la satire morale de l'esprit courtois et des codes sociaux de la reconnaissance du mérite qui débouche sur la revendication d'une forme d'autonomie qui finira par avoir raison, avec la Révolution et la République, du mode d'intégration des élites sur la distinction héréditaire et la relation clientélaire.

Force est de remarquer que si l'approche narrative de Dan Edelstein parvient avec brio à souligner l'importance critique de la Querelle des Anciens et des Modernes sur l'émergence de la métaphore des Lumières et de l'esprit philosophique, les arguments qui visent à établir l'autorité prédominante des Anciens sur les philosophes sont moins convaincants. Certes la foi dans les progrès de la science moderne peut s'accompagner d'une admiration pour la pensée antique, encore faudrait-il analyser la nature et les limites de cette influence sur la philosophie des Lumières conjointement à d'autres relations interculturelles. Pour les Encyclopédistes, citer les auteurs classiques témoigne d'une culture largement partagée (chap. 6), sans être pour autant un signe d'adhésion aux théories de tel écrivain de l'Antiquité. D'autre part, si *l'Esprit des Lois* est cité souvent dans le corpus de *l'Encyclopédie* avec *l'Essai sur les mœurs* de Voltaire (p. 95), peut-on en tirer argument de l'importance du courant politique modéré dans la pensée des Lumières ? D'éminents spécialistes ont montré combien l'écart est patent, dans les articles qui font explicitement ou non référence à Montesquieu, entre sa pensée politique et le sens des emprunts faits par Jaucourt à son œuvre. Enfin pourquoi affirmer contre l'interprétation généralement admise qu'il regretterait « l'économie morale des Anciens », ou que la doctrine de la séparation des pouvoirs serait une reformulation de l'idéal classique du « gouvernement mixte » (p. 56-57).

Dans son projet sans précédent de transposer la méthode des sciences de la nature dans la « science nouvelle » des sociétés, « le corps entier de l'histoire » – y compris les lois et les mœurs des sociétés modernes – sert de laboratoire d'arguments. Une parfaite connaissance des classiques n'induit pas un retour à l'idéal de la Cité.

Enfin quel est l'intérêt de définir les Lumières sur le mode d'un repli sur l'exception française ? En focalisant sur le Paris des philosophes les effets de la réflexivité de la société sur elle-même, l'auteur laisse dans l'ombre d'autres perceptions de l'évolution de la société, d'autres négociations avec la pensée classique qui sont au cœur de la pensée morale des Lumières – qu'on pense aux Lumières anglo-écossaises. Les savoirs et les représentations croisées sur les Anciens et sur les peuples lointains étaient complémentaires dans la prise de conscience du siècle initiée par la Querelle. On ne peut séparer ces réflexions entremêlées qui sont constitutives de la conscience de soi de l'Europe des Lumières et de la notion de progrès. Une chose est de saisir l'origine de l'esprit des Lumières – et sur ce point la thèse d'Edelstein remplit parfaitement son objectif – une autre serait de suivre à partir de l'étincelle qui lui a donné naissance les développements et la généalogie complète d'un concept qui n'est pas exclusivement tourné vers le passé mais aussi en phase avec le changement de la société. Dans l'interprétation optimiste et résolument non théologique de l'évolution des sociétés, la relativisation du passé européen bouleverse la perception des époques du monde dans un mouvement orienté vers l'avenir. Il n'est pas question de contester le rôle de la culture classique dans la France des Lumières, mais l'importance attribuée à la construction et à la diffusion du récit national empêche de comprendre le caractère progressiste et universaliste des Lumières.

La prise de conscience de vivre dans un siècle qui fait époque passe aussi par les sources philosophiques et les circulations dues aux révolutions d'Angleterre en matière religieuse et juridico-politique. Dans la dynamique européenne de recomposition intellectuelle et sociale, la fascination pour la langue et une certaine culture française existe bien, mais la France des philosophes est aussi dans la deuxième moitié du siècle le relais fécond de Lumières venues d'ailleurs, en matière de philosophie morale et d'économie politique, qui informent les projets de modernisation des États. Les études d'histoire culturelle et d'histoire des idées ont décrit les réseaux de communication et les phénomènes de circulation des hommes, les processus de transferts réciproques des idées politiques et des théories sociales, les résonances et la diversité des appropriations à travers publications et traductions dans un espace critique interactif. Le phénomène majeur des sociabilités, la complexité des pratiques et des relations sociales témoignent de la créativité d'une époque dans un espace public en voie d'autonomie où s'affirme le règne de l'opinion publique. L'importance continue des échanges, les circulations atlantiques des Lumières européennes, orientent la pensée du progrès en diffusant un ensemble de valeurs autres que celles des salons parisiens. Plus que les catégories difficiles à cerner de Lumières modérées ou de Lumières radicales, celles de secondes Lumières ou de Lumières tardives rendent compte de l'évolution de l'espace public et de l'écho exceptionnel de l'expérience de la Révolution américaine sur la dynamique critique du dernier quart du XVIII^e siècle, entre utopie et réforme, pour remodeler la Cité. Pourquoi faudrait-il négliger tout ce que la *Begriffsgeschichte*, l'analyse discursive de l'usage des concepts de base, peut apporter à l'histoire des processus de transformation des catégories juridico-politiques modernes et de l'émergence d'un nouveau langage propre à la législation et aux constitutions écrites de la fin du siècle ? Cela n'est-il pas aussi important, du point de vue de la généalogie des Lumières, que de définir l'origine de leur émergence ? Si le propre d'un livre réussi est de susciter autant de questions qu'il apporte d'éclairage sur l'esprit d'une époque, c'est



le cas de l'essai novateur de Dan Edelstein, qui revisite la Querelle des Anciens et des Modernes pour définir le phénomène complexe des Lumières à partir d'une première prise de conscience du public d'un siècle éclairé.

Raymonde MONNIER

Sylvain MENANT et Robert MORISSEY (dir.) avec la collaboration de Julie MEYERS, **Héroïsme et Lumières**, Paris, Champion, 2010, 284 p., ISBN 978-2-7453-2000-1, 61 €.

Durant plusieurs années, un programme interdisciplinaire de recherches en littérature sur les valeurs du XVIII^e siècle a associé les universités de Chicago, de Paris-Sorbonne et le CNRS. Ce livre recueille une partie du fruit de leurs travaux. Quatorze contributions sont réparties en trois grandes séquences : 1/ Héritages et traditions 2/ Figures historiques 3/ Le tournant révolutionnaire. On trouvera dans cette dernière partie un article très intéressant de Philippe Roger, « Avatars de l'héroïsme au siècle des Lumières » (p. 179-202), où il démontre comment le culte des héros, une invention du XVIII^e siècle, a fait place à celui des Grands Hommes, qui culminera avec la transformation de l'église sainte Geneviève à Paris en Panthéon. Il termine sa contribution en ouvrant une réflexion sur une éventuelle « collectivisation de l'héroïsme ».

Dans un bref article « Fraternité héroïque dans le théâtre républicain de la Révolution » (P. 203-214), Pierre Frantz montre comment le théâtre de la Révolution est une représentation de l'Histoire et une modification des conceptions des valeurs morales et politiques. À travers l'analyse de quelques pièces écrites sous l'Ancien Régime (*Guillaume Tell* de Lémierre, 1767 et *Brutus* de Voltaire), l'auteur examine particulièrement la déclinaison de la notion de « Concorde universelle » et celle de « Fraternité », notions si difficile à comprendre bien que très présentes durant la Révolution française. Destinées à renforcer le thème égalitaire dans la société, elles sont en déclin durant la période de la Terreur et des figures historiques exaltant la Fraternité sont expressément rejetées. La démonstration, fondée à partir d'exemples peu nombreux, n'est cependant pas totalement convaincante, si l'on se place du point de vue de l'histoire culturelle : en effet, on sait que ce sont des pièces de seconde zone, le plus souvent oubliées aujourd'hui, qui constituent les grands succès populaires. Le dernier article auquel nous consacrerons quelques lignes, « L'héroïsation des femmes dans les poèmes épiques de la Révolution » (P. 215-233), est tout à fait intéressant. Son auteur, Jean-Marie Roulin, après avoir décliné les principales vertus accordées aux femmes (tendresse, fidélité, constance, mais aussi la force de l'amoureuse qui protège le héros), examine quelques figures présentes soit dans *La France républicaine ou le miroir de la Révolution française* (1793) soit dans le *Recueil des actions héroïques et civiques des républicains français* (1794). Il ne s'interdit pas non plus d'examiner le sort réservé à Charlotte Corday, dont la légende de femme virile, associant les vertus et les forces des deux sexes, s'est construite rapidement après l'attentat contre Marat. Du recueil de Léonard Bourdon, il isole les figures de deux femmes, Rose Bouillon et surtout Liberté Barrau qui combat, sous un travestissement, avec son mari au sein du 2^e bataillon du Tarn. Guerrière, elle est aussi une femme aimante qui soigne son mari lorsqu'il est blessé. On peut rajouter ici une autre figure féminine, cette héroïne qui défend son logis et ses enfants en menaçant de faire sauter un baril de poudre dans sa ferme en Vendée. Cependant, suivant les réflexions de Chantal Thomas sur le "*double bind*", la double contrainte qui pèse sur les femmes devant assumer deux natures contraires, la force et la tendresse. Avec

l'exemple d'Olympe de Gouges, Jean-Marie Roulin décrit toutes les nuances de l'héroïsme féminin et de l'héroïsme masculin. Il se défend de terminer son article par une conclusion trop sèche, les différentes approches du sujet étant très complexes. Les citoyennes ayant offert le 18 septembre 1789, des dons patriotiques à l'Assemblée nationale, ces « modernes Cornélie », comme les nommait Léonard Bourdon, assument la double fonction de mères protectrices et de combattantes au service de la Cité. Ces citoyennes patriotes sont devenues un modèle pour les femmes durant la Révolution française.

Le livre s'achève sur un essai de Jean-Claude Bonnet, « En guise de conclusion : le débat sur l'héroïsme au XVIII^e siècle » (p. 251-255). On notera la présence d'une imposante bibliographie ainsi que d'un index des noms propres.

Annie DUPRAT

Christine G. KRUGER & Sonja LEVSEN (ed.), **War volunteering in Modern times from the French Revolution to the Second World War**, Houndmills-Basingstoke-New-York, Palgrave Macmillan, 2011, XII-297 p., ISBN 978-0-230-22805-4, prix non indiqué.

Cet ouvrage est le fruit d'un séminaire tenu à l'université de Tubingen en 2007, et des échanges auxquels il donna lieu ultérieurement, dans le cadre du Centre de recherche de cette université dénommé *Les expériences de guerre, la guerre et la société à l'époque moderne*. Dans l'introduction de ce volume de près de trois cents pages, qui rassemble quatorze communications, les auteures explicitent ses principales lignes de force. Elles estiment que cet ouvrage comble une sorte de carence historiographique envers le phénomène du volontariat en période de guerre tandis que l'attention des chercheurs et chercheuses s'est bien davantage portée sur la conscription, la désertion, voire l'objection de conscience. Or ce phénomène a pourtant donné naissance aux XIX^e et XX^e siècles à un mythe fondateur, essentiel pour la construction des nations et le roman national que certaines élaborèrent. En effet, le combattant volontaire devient l'incarnation par excellence de l'identification entre l'individu et la nation. Ce relatif désintérêt des historiens, sauf à propos des volontaires de la Révolution française et de leurs homologues britanniques de la première guerre mondiale, laisse donc dans l'ombre tout un aspect de la relation étroite qui s'est nouée depuis le XIX^e siècle entre l'individu, le fait militaire et le fait national.

Les buts que se sont assignés les auteur/e/s des communications, qui appartiennent pour la plupart à l'historiographie anglo-saxonne et allemande, est de déconstruire ce mythe mais de voir pour quelles raisons il s'est formé, d'analyser dans une perspective comparatiste, à travers des études de cas, ce que représenta vraiment le volontariat – d'abord pour les volontaires eux-mêmes –, enfin son inscription dans un contexte historique précis. Les communications sont uniquement consacrées aux groupes qui se définissaient eux-mêmes comme constitués de volontaires ou que leurs contemporains jugeaient tels. Christine Kruger et Sonja Levenson font état des questions qui se posent encore et représentent des pistes de recherche ouvertes par ces communications : dans quelle mesure le volontariat est-il un signe de construction du nationalisme, quelles sont les motivations des volontaires et quelle est la place de l'idéologie parmi elles, en particulier du patriotisme ? Le rôle de celui-ci dans les raisons qui poussèrent des individus à s'engager n'a-t-il pas été surestimé pour les volontaires de la Révolution française ? Ce phénomène contribuant puissamment au mythe que tendent à réévaluer les historiens du XX^e siècle (parmi lesquels on regrettera que Jean-Paul Bertaud et Sam Scott ne soient pas mentionnés, si John Lynn, Alan Forrest



et l'auteur de ces lignes le sont, et même si Jean-Paul Bertaud et Sam Scott sont ensuite largement cités dans la première communication, celle de Thomas Hippler). D'autres thèmes émergent, entre autres les liens avec la citoyenneté, le volontariat pouvant apparaître comme le *summum* de l'engagement civique et comme une voie d'intégration privilégiée, en particulier pour les minorités religieuses ou ethniques ; y compris pour les femmes, bien que le fait militaire apparaisse comme le fait masculin par excellence et l'engagement volontaire du combattant comme une manifestation de virilité. Quelle est par ailleurs la part de l'idéologie quand des hommes se portent volontaires pour combattre pour une nation étrangère ?

L'histoire du volontariat, celle de son idéalisation et de la formation consécutive du mythe, se reflète dans le vocabulaire. Ainsi, les auteurs procèdent à une très fine analyse linguistique à partir de sa définition et celle des termes de mercenaire, conscrit, soldat de métier, données par les dictionnaires et les encyclopédies françaises, allemandes, espagnoles, anglaises et américaines depuis le XVIII^e jusqu'au XXI^e siècle. Or ces définitions sont éminemment variables et influencées par les changements du contexte historique ; cette analyse démontre que la connotation positive du volontariat militaire émerge à l'aube des temps contemporains, au moment des guerres de la Révolution, et ne cesse de se renforcer tout au long du XIX^e siècle, même quand la formation des armées repose sur la conscription. Ce n'est qu'après 1945 que le nom de combattant volontaire disparaît des discours politiques occidentaux, volontariat signifiant désormais engagement, certes toujours civique, mais dorénavant civil. Il est vrai que les armées professionnelles préférées partout maintenant aux armées de conscription reposent sur des engagements volontaires. Mais ceux-ci sont dictés, non plus par la volonté de combattre au cours d'une guerre particulière, mais par le choix de faire carrière dans une armée de métier.

Ce sont les combats de la seconde moitié du XIX^e et du XX^e siècles qui font l'objet de la majorité des communications. L'une d'entre elles est consacrée aux volontaires irlandais dans la guerre de Sécession (Michael Hochgeschwender), une autre aux Noirs américains dans la guerre de Cuba (Matthias Speidel), deux à ceux qui s'engagèrent lors de la guerre des Boers, que ce soit aux côtés de ceux-ci (Fransjohan Pretorius) ou que ce soit dans l'armée britannique (Stephen Miller), deux aux volontaires de la Grande Guerre, l'une due à Alexander Watson, l'autre à Axel Jansen qui étudie les Américains, particulièrement les étudiants, qui se portèrent volontaires quand leur pays était encore neutre. Deux communications sont réservées aux Allemands, d'abord à ceux qui entrèrent dans les forces paramilitaires de la République de Weimar (Rüdiger Bergien), ensuite aux Waffen-SS pendant la seconde guerre mondiale (Jean-Luc Leleu), puis aux volontaires européens qui combattirent pour la cause de Franco (Judith Keene) puis aux Espagnols de la *Division Azul* (Xosé-Manoel Nunez Seixas). Enfin le volume se clôt sur les femmes qui s'engagèrent dans les batteries anti-aériennes en Angleterre au cours de la seconde guerre (Jutta Schwarzkopf). Les auteurs n'ont pas prétendu à l'exhaustivité. On regrettera cependant le silence autour des *Minutemen* de la guerre d'Indépendance américaine et qu'aucune mention ne soit faite des volontaires de la guerre de 1870 (qui n'apparaissent que très allusivement dans l'introduction) ; non plus que des volontaires des guerres d'Espagne et de Grèce des années vingt du XIX^e siècle, même si la seconde est brièvement évoquée dans cette introduction. De même, celle-ci aurait pu davantage établir un lien avec l'ouvrage de Daniel Moran et Arthur Waldron, *The People in arms Military and National Mobilization since the French Revolution*, paru en 2003, voisin de la problématique du présent ouvrage.

Le lecteur des *AHRF* sera surtout intéressé par les trois premières communications. Celle de Thomas Hippler, dont les travaux sont bien connus de ce même lecteur, s'appelle

« Les volontaires de la Révolution française : mythes et réinterprétations ». L'auteur s'attache d'abord à montrer pour quelles raisons et selon quelles étapes ils sont devenus une figure mythique, pierre angulaire du nationalisme républicain français, parfois construite par les historiens eux-mêmes, immergés dans le contexte historique de leur temps. Ensuite il se livre à une analyse de la démythification opérée par les chercheurs, l'approche sociale de Bertaud, qui laisse toute sa place à la complexité du phénomène du volontariat, étant considérée comme un tournant majeur et novateur au sein même de la classique historiographie jacobine. Enfin il poursuit son étude à la lumière des développements récents de l'histoire culturelle du fait militaire. Les travaux de Forrest sur la désertion sont longuement étudiés. Certaines assertions méritent cependant d'être nuancées. Par exemple, Aulard n'était pas socialiste (p. 29) mais radical-socialiste ! Par ailleurs, que bien des volontaires appartiennent à des couches sociales modestes, comme l'auteur de ces lignes l'a montré, ne signifie pas pour autant qu'ils soient issus du *lumpenproletariat* (p. 33) ni qu'ils soient des marginaux. Enfin le fait d'avancer (comme Frédéric Rousseau) que la décroissance de l'insoumission tout au long du XIX^e siècle est la résultante d'une progressive prise de conscience chez le peuple français de son appartenance nationale ne signifie pas non plus que les historiens français hésiteraient davantage que leurs homologues allemands à briser des mythes et qu'ils auraient des orientations plus nationalistes (p. 34). Cette diminution est un fait qui peut s'expliquer par la prégnance du mythe, assez efficace pour parer le service obligatoire de l'aura du volontariat, et devenu à son tour un fait transformant la réalité.

La communication de Leighton James s'intitule « Pour la Mère-patrie ? Les motivations des volontaires autrichiens et prussiens lors des guerres révolutionnaires et napoléoniennes ». Elle a le grand mérite de ne pas se borner à l'épisode de la guerre de libération de 1813, ni à l'élite qui savait s'exprimer, même si une relecture des mémoires tient ici une large place, ni, en dépit du titre, aux Prussiens et aux Autrichiens, des hommes de la « Troisième Allemagne » étant évoqués.

Les volontaires auraient été les plus purs représentants d'un idéal patriotique joint à un idéal de virilité : cette idée joua un rôle majeur dans l'histoire des pays de langue germanique, en particulier au cours de l'unité allemande. L'auteur montre que les choses furent plus complexes et les motivations moins monocolorées : le patriotisme – réel surtout dans l'élite qui s'exprime – n'est pas exclusif du goût de l'aventure ni du désir de faire carrière ni même tout simplement du besoin de trouver une place et des moyens de subsistance. Au demeurant, de quel patriotisme s'agit-il, de celui, régional, éprouvé envers la petite patrie, puissamment conforté par les croyances religieuses et la loyauté envers la dynastie régnante, ou de l'attachement – culturel – envers l'Allemagne, même si ces deux patriotismes ne sont pas exclusifs l'un de l'autre ? Même dans les écrits personnels de ces hommes transparaît cette complexité, pas toujours en parfaite adéquation avec les mythes fondateurs.

Cette même complexité se retrouve dans l'analyse pertinente que développe Ruth Leiserowitz dans sa communication : « Les volontaires polonais dans les guerres napoléoniennes ». Elle consacre essentiellement celle-ci à la littérature du souvenir, modelée par les écrits des volontaires eux-mêmes, et qui devint elle-même partie prenante du récit national, en dépit de la censure, même au-delà de 1918, voire de 1945. Elle s'attache à l'étude des romans historiques, surtout à celle de deux œuvres littéraires, particulièrement représentatives : *Pan Tadeusz* de Adam Mickiewicz, qui date de 1834, et *Cendres* de Stefan Zeromski, de 1903). Elle montre comment la multiplicité des raisons qui poussèrent des Polonais à s'enrôler volontairement fut occultée et « uniformisée » par la formation d'un modèle mythique destiné à exercer une influence durable dans l'histoire de la Pologne.



Preuve supplémentaire de cette influence : en 1965, Wajda tira un film de *Cendres et de Pan Tadeusz* en 1999.

Annie CRÉPIN

Jean-Joël BRÉGEON, **1812 : la paix et la guerre**, Paris, Perrin, 2012, 426 p., ISBN 978-2-262-03239-5, 24,50 €.

Pour les contemporains comme pour les historiens 1812 est l'année de la campagne de Russie, celle qui a présidé à la plus grande défaite de Napoléon et qui a alerté l'Europe sur la possibilité de la fin du Grand Empire. La vulnérabilité impériale avait déjà été démontrée à l'Ouest par les échecs que ses maréchaux avaient subis en Espagne, mais c'est l'audace de son avance sur Moscou et la destruction d'une Grande Armée forte de 600 000 hommes qui précipitent la formation d'une nouvelle coalition anti-napoléonienne et sa victoire à Leipzig en 1813. Si l'année 1812 ne marque pas le zénith du pouvoir impérial – on peut discuter si cet honneur devrait être accordé à 1808 ou 1809 – elle est quand même essentielle pour comprendre la chute de Napoléon et l'écroulement de son empire. Car c'est surtout l'année où la guerre fut gagnée et perdue, et où Alexandre Ier, l'armée russe et ses généraux, Barclay de Tolly et Koutousov, démontrent leurs capacités considérables face à la Grande Armée, qui est contrainte, avec la prise de Moscou, de se contenter de ce que l'auteur appelle « une campagne à la Pyrrhus ». Jean-Joël Brégeon se sert de sources russes autant que françaises et accorde à l'armée russe de vraies qualités, dont la capacité de nuire aux Français en les harcelant avec des troupes légères, souvent fragmentées en petits groupes. Il ne cache pas la qualité des cavaliers des steppes, plus particulièrement des tirailleurs cosaques, ou les dommages qu'ils infligent aux unités françaises. Le résultat à long terme n'est pas en doute : « Il condamnait le Grand Empire à une fin proche, et mettait en avant la puissance continentale devenue dominante, la Russie. Quant au vrai vainqueur, intact, le Royaume-Uni, il ne lui restait plus qu'à tirer les marrons du feu » (p. 296).

Le nouveau livre de Jean-Joël Brégeon s'annonce ambitieux et hétéroclite, car s'il offre un récit assez serré de la campagne de Russie, rédigé avec éclat et avec des images vivantes mais racontant une histoire qui est largement connue, il veut aussi présenter une vision beaucoup plus large de l'Europe d'il y a deux cents ans, vision pesée et équilibrée d'un continent qui n'est pas dans un état de guerre perpétuel et où les arts, les lettres et la philosophie continuent à fleurir, au moins dans la haute société et parmi les élites. Dans ce but il nous invite à un tour de l'Europe pour présenter l'état des peuples en 1812 – des conditions matérielles, du contexte diplomatique, mais aussi des idéologies qui les inspirent – tout en appréciant les chefs-d'œuvre des artistes, écrivains et autres grands hommes de l'époque. On gagne vite l'impression que Brégeon est passionné par la haute culture – l'histoire de l'art, des belles-lettres, de la vie des cours royales et impériales – car c'est surtout sur ces questions qu'il est tenté de s'attarder. Le lecteur peut ainsi approcher toute une foule d'artistes, de poètes et de philosophes, de Goethe et Herder à Turner, Géricault et Canova. Brégeon offre une appréciation de leur œuvre et du rôle qu'y jouent la politique et l'idéologie, surtout celle, toujours naissante à l'époque, des nationalismes, en Allemagne et en Pologne, bien évidemment, mais aussi en Espagne, au Portugal et en Russie. Et il distingue clairement entre ce qu'il prend pour le réel et ce qu'il relègue au rang de mythologie. L'auteur est un historien accoutumé à écrire pour un grand public, et il n'hésite pas à lui offrir des opinions claires, des jugements tranchants.

Il n'hésite pas, non plus, à nous révéler ses enthousiasmes et à se livrer sur des digressions à son thème principal - peut-être un peu trop, car il y a des moments où le livre risque de devenir une série d'essais apparemment indépendants les uns des autres, très vaguement liés au sujet de 1812. Il explique dans l'introduction son approche et cherche à justifier les choix qu'il se trouve contraint de faire. Car « traiter d'une seule année », reconnaît-il, « fût-elle mémorable, relève plus d'une démarche mémorialiste qu'historienne ». Comment donc peut-il réussir une telle entreprise ? Il analyse sa méthodologie : offrir une combinaison du thématique et du diachronique en présentant « douze chapitres pour parler de l'essentiel, douze gros plans pour aborder des points peut-être mineurs mais tout à fait caractéristiques de l'époque » (p. 8). C'est une approche intéressante, sans doute, mais elle ne convaincra pas tout le monde.

Le livre qui en résulte est parfois moins une histoire de 1812 que des réflexions sur l'Europe au début du XIX^e siècle - une série d'esquisses de la campagne de Moscou, certes, mais aussi d'un monde plus large. Trop souvent, me semble-t-il, il dévie de son sujet pour traiter des questions de second plan, avec des chapitres consacrés – pour ne prendre que des exemples au hasard - aux Juifs de l'Europe centrale, à l'histoire de la Pologne, ou à Beethoven et Goethe. Ce sont des sujets que l'auteur connaît bien, et il les traite avec autorité. Mais les liens avec 1812 sont parfois assez flous : un chapitre sur les relations entre la Russie et l'Europe fait référence aux événements de 1380, et l'auteur ne peut pas résister à des railleries contre le régime soviétique ; tandis que l'arrivée de la Grande Armée à Smolensk l'incite à tracer une référence à la ville dans la *Chronique* de Nestor en 865 ! Il ne peut résister non plus à démontrer son érudition classique, même si l'histoire de l'Antiquité n'a pas un rapport évident avec l'essentiel du livre. Mais on le lit avec plaisir, et le grand public auquel l'ouvrage est principalement destiné appréciera sans doute le style clair et fluide de son récit, chargé d'incidents vifs et dramatiques. Par contre, il ressemble trop à un tour d'horizon pour satisfaire le spécialiste de la période napoléonienne en Europe, qui aura toujours intérêt, pour la campagne de Russie surtout, à revenir aux ouvrages magistraux de Dominic Lieven et de Marie-Pierre Rey.

Alan FORREST

Katia VISCONTI, L'ultimo Direttorio ; la lotta politica nella Repubblica cisalpina tra guerra rivoluzionaria e ascesa di Bonaparte (1799 – 1800), Milan, Guerini e associati, 2011, 271 p. + index, ISBN 978-88-6250-086-9, 21 €.

L'ouvrage de Katia Visconti s'ajoute aux récentes publications parues dans la collection « Storiografica », dirigée par Angela De Benedictis, Antonino De Francesco, et Aurelio Musi, chez l'éditeur milanais Angelo Guerini, qui renouvellent profondément l'approche de la période révolutionnaire et impériale vue d'Italie.

C'est donc tout naturellement par une mise au point historiographique que s'ouvre cette présentation du dernier exécutif de la République cisalpine, les vicissitudes de sa laborieuse mise en place après le coup de force du commissaire politique français Rivaud du Vignaud, puis les longs mois d'exil à Chambéry lors de l'éphémère restauration des pouvoirs d'ancien régime (les *tredecimesi*), avant le retour de Bonaparte à Milan, en juin 1800.

La République cisalpine, la première des « républiques sœurs » installées dans la péninsule dans le sillage des armées françaises, souffre d'un déficit de considération chez les historiens italiens de toutes nuances idéologiques ; ceux qui furent marqués par le



nationalisme cherchaient à enraciner les origines du *Risorgimento* dans la période antérieure à la Révolution française ; ceux qui furent marqués par le fascisme ne voyaient dans le *triennio jacobin* qu'une ère de démocratism brouillon et débilant ; ceux qui furent imprégnés de marxisme après la deuxième guerre mondiale reprochaient à la bourgeoisie nationale sa servilité, et son inconstance, en regard de la période héroïque de l'an II. Mais tous s'accordaient sur deux raisons fondamentales, qui se recourent par ailleurs ; la République cisalpine ne soutient pas la comparaison avec la République napolitaine, et elle ne se donne pas les moyens d'exister indépendamment de sa soumission aux proconsuls français, militaires comme civils. De ce déficit, persistent les images majoritairement négatives qui ternissent la mémoire de cette première expérience de fonctionnement des institutions représentatives modernes ; la fuite honteuse des principaux responsables de la Cisalpine, à laquelle on oppose la conduite héroïque des martyrs de la Napolitaine restés à leur poste ; et la succession de coups de force qui dévitalise entièrement l'esprit public à Milan, tandis que les méridionaux surent demeurer autonomes à l'égard de la Grande Nation.

L'année 1798 fut particulièrement fertile en « corrections » suivies d'épurations politiques et de rectifications des orientations générales ; en avril 1798, le général Brune avait contraint à la démission trois directeurs « modérés » ; en août, c'est l'envoyé du Directoire parisien, Trouvé, qui impose une révision constitutionnelle hostile aux avancées démocratiques des mois précédents ; en octobre, Brune, appuyé par le remplaçant de Trouvé, l'ancien conventionnel « terroriste » Fouché, épure le Corps législatif de ses éléments les plus « modérés » pour les remplacer par des « patriotes anarchistes ». Enfin, le directeur Reubell envoie à Milan Rivaud pour rectifier les choix opérés par Brune, et rétablir les orientations « modérées » de Trouvé, tout en restreignant l'activité de la presse et des sociétés politiques. Cette quatrième intervention se produit le 10 décembre 1798, et constitue le point de départ de l'analyse factuelle de Katia Visconti. Elle retrace, avec une très grande précision, les débats politiques qui suivent la « rectification », s'appuyant particulièrement sur l'*Archivio di Stato* de Milan, et notamment les très riches « fonds Marescalchi » et « fonds Testi », déjà exploités par l'historien Carlo Zaghi, mais dont elle corrige, avec beaucoup de finesse, les interprétations, qui allaient dans le sens de l'assouplissement de l'esprit public, et de la progressive dissolution de la décision politique. Or, l'épuration du Corps législatif ne fut pas la fin de toute opposition. Les débats au sein du Conseil des Jeunes montrent que les députés n'ont pas renoncé à tout esprit d'initiative. Les nombreux rebondissements, qui ponctuent les choix des nouveaux directeurs (Adelasio, Sopransi, Vertemate Franchi, Luosi, et surtout Marescalchi, la plus forte personnalité du groupe), soulignent la permanence d'une forme de résistance, et les subtils équilibres internes qui s'établissent au sein du projet voulu par Rivaud ; un compromis qui assure à la République une stabilité face à la montée des tensions internationales, et d'une guerre devenue inévitable.

Le nouveau directoire garde une marge de manœuvre conséquente, entre les pressions venues de Paris, et la relance du mouvement unitaire italien, qui fait de la Cisalpine le noyau d'une future république italienne unifiée. L'écroulement de la monarchie sarde fait du Piémont l'enjeu de cette relance ; contre les velléités annexionnistes du Piémont par la France, se développe un mouvement irrédentiste cisalpin, qui prône le rattachement des territoires de la Maison de Savoie à une République Italique, dont l'exécutif aura été réformé. La France impose finalement l'annexion, mais la Cisalpine aura obtenu quelques concessions ; l'élargissement de ses frontières, et le financement de l'effort de guerre par l'indexation d'une partie des biens nationalisés au Piémont.

La guerre avec l'Autriche, déclarée en mars 1799, déplace les enjeux vers les opérations militaires ; face à Schérer, le nouveau commandant en chef français, étroitement soutenu par Rivaud, les généraux Joubert et Championnet sont favorables à un renforcement des capacités militaires autonomes de la Cisalpine. Sous la pression des radicaux, des mesures d'exception sont prises : levées des gardes nationales, loi des otages. Mais les revers français, imputés à l'inertie de Schérer, s'accumulent face aux Austro-Russes ; le 27 avril 1799, la défaite de Cassano d'Adda ouvre la voie de Milan, abandonnée par le Directoire cisalpin, qui gagne Turin, puis Chambéry.

S'ouvre alors la deuxième partie de l'étude, qui est celle du double exil ; les radicaux à Grenoble, le Directoire à Chambéry. Les quatre directeurs - Adelsio a finalement regagné Milan sous occupation autrichienne – et une partie du Corps législatif se trouvent dans une situation délicate, en butte aux accusations des réfugiés italiens regroupés à Grenoble qui voient dans la servilité des autorités de la Cisalpine envers les envoyés français la cause majeure des revers militaires, et qui pensent que la proclamation d'une République Italienne unifiée et indépendante est le seul moyen de redresser la situation. Ces griefs sont relayés à Paris dans les cercles néo-jacobins devenus très influents après les journées de prairial et le renversement du Second Directoire. Les directeurs cisalpins essaient de conserver une marge d'initiative, mais ils se retrouvent vite isolés et privés de moyens. L'ambassadeur cisalpin à Paris, Serbelloni, tente de jouer une carte personnelle, la distribution des secours aux réfugiés leur est contestée, et les patriotes les plus radicaux rejoignent l'armée des Alpes de Championnet. Les nouvelles autorités parisiennes leur enjoignent de se réunir au plus vite à Grenoble, s'appuyant sur le peu de légitimité qui leur reste.

Le coup d'État de brumaire redonne espoir aux hommes de Chambéry. Les réfugiés italiens accueillent dans l'ensemble très favorablement le tournant politique. Mais le doute et les divisions réapparaissent très vite. Luosi, en s'installant à Paris, cherche à affirmer sa proximité avec le Premier Consul, mais il est désavoué par les autres directeurs. Les rumeurs d'une prochaine paix générale font naître des doutes sur la possibilité qu'au moins une partie de l'ancienne Cisalpine puisse servir de monnaie d'échange dans les pourparlers avec les Autrichiens. Lorsque se dessine l'option d'une reprise de l'offensive militaire en Italie du Nord avec la constitution d'une Légion Italique, l'intégration de tous les réfugiés italiens au sein de ce corps militaire, quelle que soit leur origine, détruit le dernier espoir de conserver une marge de manœuvre avec l'existence d'une force cisalpine autonome. D'ailleurs, le pouvoir consulaire ne pouvait s'accommoder du maintien d'un Directoire cisalpin qui puisait sa légitimité dans la Constitution de l'an III, et Brumaire se révéla être une journée des dupes.

Quand les Français reviennent à Milan en juin 1800, et rétablissent une commission exécutive de neuf membres placés sous le contrôle de Claude Petiet, aucun des anciens directeurs de Chambéry n'en fait partie.

Dans une dernière partie, Katia Visconti rappelle les destins ultérieurs de ces hommes, très diversifiés puisque certains vont sortir du champ politique, comme Vertemate Franchi, retiré sur ses domaines, ou Sopransi, juge au Tribunal de cassation ; d'autres vont retrouver des fonctions officielles, comme Luosi, rédacteur du premier Code pénal, mais surtout Marescalchi, grand négociateur de la Consulte lyonnaise, et futur ministre des Relations extérieures.

En retraçant avec une très grande minutie l'existence du dernier Directoire Cisalpin, l'auteur s'inscrit dans un courant historiographique tout à fait novateur qui, à la suite d'Annie Jourdan pour la République batave, de Maria-Pia Donato, David Armando et Massimo Cattaneo pour la République romaine, d'Antonino De Francesco pour la



République napolitaine, notamment, nous invite à réexaminer autrement les relations entre la République française et les républiques sœurs, alors même que la lecture dominante persiste malheureusement dans son refus d'accorder à ces dernières le statut d'actrices à part entière des profondes transformations que connut l'Europe en cette période charnière.

Bernard GAINOT

Gilles BERTRAND, Catherine BRICE et Gilles MONTÈGRE (dir.), **Fraternité. Pour une histoire du concept**, Les cahiers du CHRIPA n° 20, Grenoble, 2012, 238 p., prix non indiqué.

Cet ouvrage collectif conçu dans le cadre d'une ANR sur « La fraternité comme catégorie de l'engagement politique en Europe, 1820-1920 » comprend onze contributions en français et en italien. Après les trois premières contributions qui entendent constituer une approche théorique de la fraternité sous l'angle de l'histoire des concepts, de celle du républicanisme et du concept de « génération », les périodes révolutionnaire et impériale proprement dites sont au centre de quatre textes : ceux de Gilles Montègre (« La fraternité révolutionnaire : discours et pratiques entre France et Italie »), Marco Meriggi (« Fraternité/Brüderlichkeit : le ambivalenze della ricezione tedesca, 1789-1815 »), Pedro Rùjula « Fraternité catholique et fraternité révolutionnaire en Espagne, fin XVIII^e- 1848 ») et de Fulvio Conti (« I fratelli et i profani. La massoneria et l'idea di fratellenza fra Sette e Ottocento »).

Gilles Montègre envisage la richesse des apports révolutionnaires au concept de fraternité sous l'angle des discours et des pratiques et dans le cadre des transferts culturels entre France et Italie. Selon l'auteur, si elle n'apparaît que sous une forme évanescence dans les textes constitutionnels, la fraternité se décline dans les premiers temps de la Révolution sous une forme universelle avant de revêtir « une dimension restrictive au temps de la Terreur ». Les références à la fraternité sont liées à une série de pratiques qui lui sont associées (serments fédératifs, « fraternisation coercitive » menée par les sans-culottes au sein des sections, « fraternité exportée par les armes »). Gilles Montègre pose ensuite la question du transfert de la fraternité révolutionnaire dans le cadre de la ville de Rome. L'auteur entend montrer les moyens et les limites par lesquels la fraternité s'immisce dans le cadre de la fraternité chrétienne dans le cas romain.

Marco Meriggi s'intéresse au néologisme de *Brüderlichkeit* que Campe dit avoir forgé après avoir assisté à la suppression des privilèges en France pour distinguer la nouvelle fraternité révolutionnaire de l'ancienne fraternité corporative de l'Ancien Régime. L'auteur montre que si le terme se répand en Allemagne bien au-delà de 1815, c'est sous d'autres formes et avec d'autres contenus. En 1815, la *Brüderlichkeit* est récupérée par la Sainte-Alliance pour justifier le lien entre puissances européennes anti-révolutionnaires.

Pedro Rùjula tente de retracer le parcours du concept de fraternité dans l'Espagne de la seconde moitié du XVIII^e siècle jusqu'aux lendemains de 1848. Comme Meriggi, Rùjula voit la transformation de la fraternité sécularisée des Lumières s'effectuer dans le moment historique de l'opposition au despotisme napoléonien et aboutir à une forme « loyaliste » de fraternité, instrumentalisée dans la guerre contre l'envahisseur. En 1815, la fraternité conserve son sens religieux et contre-révolutionnaire, mais les libéraux l'interprètent en tant que vertu civique dans la lutte pour une monarchie constitutionnelle, puis, une fois arrivés

au pouvoir, ils la rejettent avec les catholiques au moment de la vague révolutionnaire de 1848.

Enfin, Fulvio Conti aborde la période du premier *Risorgimento* en continuité avec la fin du XVIII^e siècle au prisme des concepts maçonniques. Il insiste sur l'ambiguïté et la confusion constitutive de la fraternité maçonnique : fraternité entre égaux mais fraternité élitiste, cosmopolite mais réservée aux initiés. La particularité de l'Italie est le caractère « politique » et conspirateur de la maçonnerie provoqué par la répression à partir de 1821.

Indépendamment de leur apport historique spécifique aux espaces et aux périodes considérées, le point commun à ces quatre textes semble être l'idée de plasticité du concept de fraternité, utilisé de manière différente et par des forces politiques diverses selon les moments politiques. Les quatre textes mettent également en avant l'idée d'un glissement chronologique d'une conception chrétienne ou ancienne de la fraternité (frère en Christ ou dans le cadre de la famille) à celle d'une fraternité révolutionnaire ou sécularisée, « ambiguë » puis enfin à une acception réactionnaire ou à une instrumentalisation contre-révolutionnaire de la fraternité dans le cadre du rejet de l'Empire napoléonien et au-delà sous la Restauration.

On a souvent remarqué dans l'historiographie révolutionnaire que le concept de fraternité avait suscité moins de développements que les autres éléments de la devise républicaine. Cette apparente faible place du dernier terme de la trinité « Liberté, Égalité, Fraternité » dans les discours révolutionnaires a souvent intrigué les commentateurs, historiens ou non. Le constat n'est peut-être pas si pertinent que cela. La fraternité en tant que « communauté d'affection des égaux et semblables politiques » (Sophie Wahnich) n'est pas un *principe* de même « niveau » que les deux premiers. La fraternité n'est pas un « droit naturel », elle est un sentiment à construire, à conquérir ou à actualiser dans des pratiques. Elle découle de la mise en œuvre des deux principes du droit naturel déclaré. C'est la raison pour laquelle on aurait tort de placer la fraternité sur le même plan théorique que la liberté et l'égalité et qu'il ne faut peut-être pas s'étonner que la fraternité n'apparaisse comme un principe constitutionnel ni en 1791, ni en 1793, ni en l'an III. Comme le remarque d'ailleurs Gilles Montègre, la fraternité ne se donne pas forcément à voir dans les discours révolutionnaires là où on l'attend. En revanche, elle irrigue tout le discours pédagogique et civique, mais aussi toutes les pratiques révolutionnaires.

À propos de l'idée du passage d'une fraternité « ouverte » entre 1789 et 1791 à une fraternité « exclusive » ou « coercitive » de 1792 à 1795, Gilles Montègre recuse à juste titre — mais sans le dire expressément — l'interprétation anti-révolutionnaire d'un Jacques André qui voit dans le mot d'ordre « La Fraternité ou la mort » une injonction signifiant « Sois mon frère ou je te tue », mais il laisse supposer que ce qu'il appelle la « fraternité coercitive » des sans-culottes en 1793 serait d'une autre nature que la fraternité universelle des débuts de la Révolution. L'idée me semble peu convaincante et mériterait d'être abondamment discutée : faut-il rappeler que c'est en l'an II que la Convention prend l'une des mesures qui manifeste de manière la plus éclatante le sens de la fraternité révolutionnaire : l'abolition de l'esclavage ? Certes, la « fraternité » ou la « sororité » (pour reprendre l'idée évoquée par Bernard Gainot dans « Révolution, Liberté = Europe des nations ? La sororité conflictuelle », dans *Mélanges Michel Vovelle. Volume de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française*, Paris 1997) envers les Républiques-sœurs de l'époque directoriale est fortement marquée par la tension entre libération et occupation, mais ce qui est vrai de l'an VI ne l'est pas forcément de l'an II.

De même, que faut-il déduire de l'idée qu'un même concept puisse servir d'abord comme une référence révolutionnaire, puis comme une justification contre-révolutionnaire ?



Une identité ambiguë de la fraternité révolutionnaire ou la résurgence de formes anciennes de fraternité chrétienne ou corporative sous les habits neufs du discours anti-impérial ou encore l'invention d'un nouveau concept, celui de fraternité loyaliste, fondé sur une séparation entre la fraternité des corps et celle des droits ?

Ces quelques questions montrent l'importance du travail engagé dans le cadre de ce groupe de recherche et dans cet ouvrage, mais aussi l'ampleur des interrogations et de ce qu'il reste à faire pour creuser un peu plus l'histoire du ou des concepts de fraternité dans l'ère des Révolutions...

Marc BELISSA

Francine MAIER-SCHAEFFER, Christiane PAGE et Cécile VAISSIÉ (dir.), **La Révolution mise en scène**, Rennes, PUR, 2012, 348 p., ISBN 978-2-7535-1981-7, 19 €.

Le présent ouvrage rassemble les actes d'un colloque organisé à l'Université Rennes 2, en 2010, où la grande majorité des participants étaient des spécialistes de littérature, notamment des études théâtrales. Trois grandes parties le structurent : « Réécritures de la Révolution française » ; « Réécritures de la Révolution d'Octobre » ; « Révolution et théâtre : théories et pratiques ». Une centaine de pages est consacrée au premier thème, avec huit communications, mais la Révolution française apparaît également au fil d'autres textes, ainsi dans les pages souvent passionnantes consacrées à Bertold Brecht et à tous ceux qui ont participé aux expériences destinées à promouvoir un « théâtre ouvrier » entre les deux Guerres mondiales. Dans l'absolu, on pourra regretter que les deux révolutions ainsi une nouvelle fois rapprochées amènent, comme trop souvent en pareil cas, à quelques considérations abruptes. Ainsi, dans l'introduction, on évoque, à propos de la Révolution française et sans plus d'analyse, « les espoirs qu'elle noya dans le sang »... raccourci (pour oser ici le mot) pour le moins saisissant. Néanmoins, l'ensemble des communications apporte de précieux éclairages sur l'écho de la Révolution française dans le théâtre.

Si l'on excepte un texte de Klaus Gerlach consacré aux œuvres théâtrales d'August Wilhelm Iffland (*Figaro en Allemagne* [1790], *Les Cocardes* [1791], *La Part d'héritage du père* [1800]), qui évoque l'impact des nouvelles venues de France et notamment l'idée d'une révolution à éviter pour ne pas provoquer les violences voulues par tel ou tel « démagogue », les communications oscillent entre deux thèmes, parfois liés : l'évocation du Bicentenaire de la Révolution ; la classique opposition entre deux portraits, celui de Danton et celui de Robespierre. Dans le premier cas, on lira avec un grand intérêt l'étude de Catherine Brun consacrée à la commande passée à Armand Gatti en 1989 d'une création à la prison de Fleury-Mérogis, où il travailla sur la Révolution française avec douze détenus de droit commun. *Le Bourgeois sans culotte, ou le Spectre du Parc Monceau*, de Kateb Yacine (1988), s'inscrit dans ce même moment et on pourra y découvrir (p. 25) un savoureux échange entre un « barman » et un « reporter » sur l'absence à Paris d'une statue de Robespierre... (communication d'Inès Horchani). Enfin, en RDA, alors que l'année 1989 allait être marquée par des événements autrement plus lourds de conséquences que la seule célébration du 200^e anniversaire de la Révolution française, la radio DDR II commandait *Les Ossements de Danton*, opéra de Friedrich Schenker, sur un livret de Karl Mickel d'après *La Mort de Danton* de Georg Büchner (communication de Laetitia Devos). Comme le « spectre du Parc Monceau » - et bien sûr le bourgeois dépourvu de culotte - n'est autre que Maximilien Robespierre, nous voici d'emblée au cœur des deux portraits affrontés. Ceux-ci

se retrouvent sous la plume de Romain Rolland, à travers ses différences œuvres théâtrales sur la Révolution française, à commencer par son *Danton* (1898-1899) et son *Robespierre* (1938), ce dernier témoignant en creux non seulement des événements survenus au cours des quatre décennies écoulées entre les deux pièces, mais aussi et surtout de la désillusion de Romain Rolland vis-à-vis de l'évolution politique toute récente en URSS. Exalter la patrie, la nation, la République, comme il le faisait également dans son *Quatorze Juillet* (1900), laisse, en partie, la place aux doutes sur une autre révolution, comme l'écrit Marion Denizot reprenant à son compte un développement sur « le proche et le lointain » (« rapporter le présent au passé et le passé au présent »). À Berlin, en 1916 avec *La Mort de Danton* de Büchner, puis en 1920 avec ce même *Danton* de Romain Rolland, Max Reinhardt faisait évidemment plus que mettre en scène deux pièces sur une révolution vieille de plus d'un siècle (Marielle Silhouette. Plusieurs photos d'archives des représentations valent le détour, placées de façon amusante aux pages... 93 et 94). Enfin, signalons une autre communication (Camille Jenn) qui rapproche de façon stimulante la pièce de Büchner et le *Napoléon, ou les Cent-Jours* de Christian Dietrich Grabbe (1831), en vertu de leur commune déconstruction du « mythe révolutionnaire » et de leur tendance à ne rien épargner au spectateur (« une dramaturgie nouvelle, faite de chocs et de violence »). Somme toute, seul le texte de Klaas Tindemans déçoit fortement. Non que le thème soit inintéressant, très loin s'en faut (revenir sur théâtralité et souveraineté populaire, en s'inspirant du livre de Paul Friedland, *Political Actors [...]*), mais il comporte un tel nombre d'erreurs et de jugements outranciers... Qu'on en juge : c'est « la cour de Louis XVI » qui aurait « organisé » les États généraux ; une « émeute des fédérés » aurait contesté la comédie *La Chaste Suzanne* en janvier 1793 ; la « soviétisation » de la Révolution française « par les Jacobins déferait [... l'idée] d'une démocratie représentative » ; « l'œil de la surveillance » serait « l'œil de Robespierre » ; « les sans-culottes fonctionnaient comme des bourreaux effectifs »... et on mentionnera encore volontiers la prétendue existence d'une « tendance antithéâtrale du jacobinisme », sans oublier celle de « dogmes politiques robespierristes » (dont on serait au demeurant fort curieux de connaître la définition). Brisons-là. Un seul texte ne peut certes gâcher tout un volume, néanmoins il aurait été tellement simple aux organisatrices du colloque, voire au comité éditorial des PUR, de suggérer à l'auteur sinon de se plonger dans l'immense historiographie de la Révolution française, à tout le moins de nuancer fortement son propos.

Michel BIARD

Rectificatif

« Dans le précédent numéro, le nom de Fabrizio Calorenni a été malencontreusement transformé en Caleronni. L'erreur a été corrigée sur la version numérique de la revue. Le comité de rédaction des AHRF tient à présenter ses excuses à l'auteur, ainsi qu'à nos lecteurs. »

